



Données de référence 2018 (01/01/2018 - 31/12/2018)

Dates de début et fin de la campagne de collecte des données : 01/03/2019 - 01/10/2019

Objectif :

La CEPEJ a décidé, lors de sa 31^{ème} réunion plénière, de lancer le huitième cycle d'évaluation 2018 – 2020, portant sur les données de l'année 2018.

La CEPEJ souhaite utiliser la méthodologie développée dans le cadre des cycles d'évaluation précédents pour obtenir, en s'appuyant sur son réseau de correspondants nationaux, une évaluation globale des systèmes judiciaires des 47 Etats membres du Conseil de l'Europe ainsi que de trois pays observateurs (Israël, le Maroc et le Kazakhstan). Ceci permettra aux décideurs publics et aux praticiens du droit d'agir en tenant compte de ces informations uniques.

Le présent questionnaire a été adapté par le Groupe de travail sur l'évaluation des systèmes judiciaires (CEPEJ-GT-EVAL) à la lumière des cycles d'évaluation précédents et en tenant compte des commentaires des membres, observateurs, experts et correspondants nationaux de la CEPEJ. Le but de cet exercice est d'accroître la connaissance des systèmes judiciaires des Etats participants, de comparer le fonctionnement des systèmes judiciaires dans ses divers aspects ainsi que de comprendre les tendances de l'organisation judiciaire pour contribuer à améliorer l'efficacité de la justice. Le questionnaire d'évaluation et l'exploitation des résultats obtenus par ce biais ont pour ambition de devenir un véritable outil de politique publique de la justice, au service des citoyens européens.

Instruction :

La manière d'utiliser l'application et de répondre aux questions est guidée par deux documents principaux:

- le manuel d'utilisation et,
- la note explicative.

Tandis que la note explicative apporte des définitions et explications sur le questionnaire d'évaluation de la CEPEJ et la méthodologie nécessaire pour y répondre, le manuel d'utilisation est un outil pour vous aider à naviguer dans cette application. Vous pouvez télécharger la note explicative dans son intégralité sur le site web de la CEPEJ. Les explications spécifiques sont également accessibles pour chaque question dans l'application sous l'onglet « Note explicative ». Ce dernier constitue un outil de consultation immédiate lorsque vous répondez aux questions.

Le manuel d'utilisation est accessible dans l'onglet « Documentation » de l'application.

Si vous avez des questions relatives à ces documents ou à l'utilisation de l'application, n'hésitez pas à contacter le Secrétariat.

1. Informations générales et financières

1.1. Données démographiques et économiques

1.1.1. Habitants et informations économiques



001. Nombre d'habitants (si possible au 1er janvier de l'année de référence +1)

002. Total des dépenses publiques annuelles au niveau national et le cas échéant, les dépenses publiques des collectivités territoriales ou entités fédérales (en €)

	Montant
Niveau national ou fédéral	31 281 321 299 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Niveau territorial/entités fédérales (total pour l'ensemble des niveaux territoriaux/entités fédérales)	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires The growth in state budget revenues compared to the previous period of account for about 20% made possible for the Government increasing the state expenditures. According to the Accounting Chamber of Ukraine, the increase of the state budget revenues was caused by the increase in the volumes of imports, prices, profits from work of enterprises, receipts of funds from the National Bank, average monthly wages, and part of licensing fees after introducing 4G communications.

003. PIB par habitant (en €) en prix courant pour l'année de référence

[2 655]

Commentaires In absolute figures, per capita, Gross Domestic Product EUR 2655 has raised on 33% compared with the previous figure equal to EUR 2001 due to visible strong economic trends: Ministry of Finance of Ukraine paid \$661 million in Eurobonds and paid off \$441 million of interest. In addition, the largest growth increase in 2018 was demonstrated by such industries: financial and insurance activities +12.4%; agriculture and forestry +7.8%, construction +7.2%.

004. Salaire moyen brut annuel (en €) pour l'année de référence

[3 355]

 NA

Commentaires The average gross annual salary for the current cycle is equal to EUR 3355 which is higher for approx. 40% than the annual salary for the previous cycle EUR 2376. This is a result of systematic raising by Ukrainian Government the minimum wages, started from 2017. The largest nominal increase in salaries was observed in the following activities: public administration and defense, obligatory social insurance; professional, scientific and technical activities, electricity, gas, steam, and air conditioning supplies; financial and insurance activities; information and telecommunications.

005. Taux de change de la monnaie nationale (zone non Euro) en € au 1er janvier de l'année de référence +1

[31.71]

Autorisation de décimales : 5

 NAP

Commentaires Notwithstanding ongoing inflation, the Government tends to keep the currency exchange rate on the appropriate level not much exceeding the level for the previous cycle: 28.42 against 31.71 UAH per 1 EUR, which is 12% higher.

A1. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions 1 à 5 :

Sources : Q1 - State Statistics Service of Ukraine;
Q2 - Law of Ukraine "On the State Budget of Ukraine for 2018";

Q3 - Ministry of Finance of Ukraine;
 Q4 - Ministry of Finance of Ukraine;
 Q5 - National Bank of Ukraine official website.

1.1.2. Données budgétaires relatives au système judiciaire



006. Budget public annuel (approuvé et exécuté) alloué pour le fonctionnement de l'ensemble des tribunaux, en € (sans le budget du ministère public et sans le budget de l'aide judiciaire). Si vous ne pouvez pas distinguer le budget alloué aux tribunaux des budgets alloués au ministère public et/ou à l'aide judiciaire, merci de vous référer à la question 7. Si vous êtes en mesure de répondre à la question 6, veuillez répondre NA à la question 7.

	Budget approuvé (en €)	Budget exécuté (en €)
TOTAL - Budget public annuel alloué pour le fonctionnement de l'ensemble des tribunaux (1 + 2 + 3 + 4 + 5 + 6 + 7)	440 663 131 [] NA [] NAP	396 967 949 [] NA [] NAP
1. Budget public annuel alloué aux salaires (bruts)	256 664 853 [] NA [] NAP	256 159 041 [] NA [] NAP
2. Budget public annuel alloué à l'informatisation	10 561 734 [] NA [] NAP	11 479 227 [] NA [] NAP
3. Budget public annuel alloué aux frais de justice (frais d'expertise, d'interprètes, etc.)	91 624 [] NA [] NAP	91 611 [] NA [] NAP
4. Budget public annuel alloué aux bâtiments des tribunaux (maintenance, budget de fonctionnement)	8 757 565 [] NA [] NAP	7 373 538 [] NA [] NAP
5. Budget public annuel alloué à l'investissement en nouveaux bâtiments (tribunaux)	4 086 976 [] NA [] NAP	1 584 242 [] NA [] NAP
6. Budget public annuel alloué à la formation	27 509 [] NA [] NAP	17 332 [] NA [] NAP
7. Autres (veuillez préciser)	160 472 870 [] NA [] NAP	120 262 958 [] NA [] NAP

Veuillez ajouter tout commentaire utile à l'interprétation des données ci-dessus. Si le budget public annuel alloué au fonctionnement de l'ensemble des tribunaux qui a été réellement exécuté est différent du budget public annuel approuvé, veuillez indiquer les principales raisons de ces différences : Discrepancies between 2016 and 2018 cycles were caused by rise of expenditures for judicial system within judicial reform and were caused by changes in the legislation concerning the amount of judicial remuneration, rising of social standards and consumer price index, improving the accessibility conditions of court users to the courts, increasing the cost of payment for goods and services etc.

Here are some explanations in respect of increased court system budget expenditures in 2018:

Item 1: the discrepancy is caused by planned budgeting raise for salaries for judges and court staff almost in 1,6 times in 2017 compared

to 2016, and almost 1,5 times increase in 2018 comparing to 2017.

Item 2: the increase in funding is caused by equipping the court buildings with videoconference equipment for local and appellate courts in connection with the introduction of such an option for court users. Item 3: the raise of funding is caused by increased prices for state postal services (e.g. for sending the request for summons) and by the spending for translation from Russian to Ukrainian in court proceedings.

Item 4: the budgeting was raised because of the need of court buildings renovation (305 court premises); the funds were spent for rising the accessibility of courts for disabled people through appropriate equipping of court building; Item 5: the funds were spent on the purchase of new 5 court buildings;

Item 7: the increase of funding was caused by the need of purchase of accommodation (more than 17000 square meters) for 295 judges and court staff in connection to their transfer to other courts from Donetsk and Luhansk regions, Autonomous Republic of Crimea, Sevastopol City (city located in the Autonomous Republic of Crimea with a special status).

007. Si vous ne pouvez pas répondre à la question 6 parce que vous ne pouvez pas isoler le budget public alloué aux tribunaux des budgets publics alloués au ministère public et/ou à l'aide judiciaire, veuillez remplir uniquement la ligne adéquate dans le tableau selon votre système :

	Budget approuvé (en €)	Budget exécuté (en €)
Total du budget public annuel alloué aux tribunaux et au ministère public	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
Total du budget public annuel alloué aux tribunaux et à l'aide judiciaire	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
Total du budget public annuel alloué aux tribunaux, au ministère public et à l'aide judiciaire	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP

Commentaires - Veuillez ajouter tout commentaire utile à l'interprétation des données ci-dessus. Si le budget public annuel qui a été réellement exécuté est différent du budget public annuel approuvé, veuillez indiquer les principales raisons de ces différences :

008. Existe-t-il une règle générale selon laquelle une personne doit payer une taxe pour intenter une procédure devant un tribunal de droit commun :

	Obligation de payer une taxe pour intenter une procédure devant une juridiction de droit commun ?
en matière pénale	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
en matière autre que pénale	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non

S'il existe des exceptions à la règle de payer une telle taxe , veuillez préciser ces exceptions :

008-1. Quelle est, en quelques mots, la méthode de calcul de cette taxe :

- The court fee is collected at the appropriate amount from the subsidence minimum for able-bodied persons established by law on 1st January of the calendar year in which the corresponding application or complaint has been submitted to the court. The court fee is collected in percentage to the price of the claim and at a fixed amount.

008-2. Montant de la taxe exigée pour engager une action en recouvrement d'une créance d'un montant de 3000€ :

[30]
 NA
 NAP

Commentaires The sum stated is to payed in case the claimant is an individual person or individual entrepreneur.

009. Montant annuel des taxes perçues par l'Etat (en €) :

[114 509 600]
 NA
 NAP

Commentaires The amount of annual income of court taxes or fees in UAH has increased by 1 % compared with the previous cycle, however, due to currency fluctuations, current cycle figure in EUR differs downwards for 9% compared with previous one.

012. Budget public annuel approuvé alloué à l'aide judiciaire, en €.

	TOTAL	Affaires pénales	Affaires autres que pénales
TOTAL - Budget public annuel approuvé alloué à l'aide judiciaire (12.1 + 12.2)	16 424 976 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	8 043 961 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	8 381 015 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
12.1 pour les affaires portées devant les tribunaux (taxes et/ou représentation légale)	12 869 536 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	8 043 961 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	4 825 575 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
12.2 pour les affaires non portées devant les tribunaux (conseil juridique, ADR et autres services juridiques)	3 555 440 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	3 555 440 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires There are several reasons concerning the increasing of expenses from the State budget of Ukraine for free legal aid in this cycle comparing the previous cycle:

1. Increase in the amount of legal aid lawyer's hourly work, which is connected with amendments to Cabinet of Minister's Decree dated 17.09.2014 No.465 "Issues of payment for services and reimbursement of lawyers providing free secondary legal aid". Starting 01.01.2018 the amount of payment per hour of a lawyer who provides legal aid was increased from 2.5% to 5% of the subsidence minimum, approved for able-bodied persons at the time of submission by the lawyer of the act. Besides, in 2018 comparing with 2016 the entire level of subsidence minimum approved for able-bodied persons was increased.

2. The number of cases under which the free legal aid was granted, has increased, including the following reasons:

- a. The number of cases subject to secondary legal aid in criminal cases has increased from 77 233 in 2016 to 91 120 in 2018;
- b. The number of cases subject to secondary legal aid in other cases (civil and administrative) has increased from 37 953 in 2016 to 75 311 in 2018. c. There has been an increase in providing legal aid for legal consultations, drafting legal documents (except procedural documents) from 239 164 in 2016 to 553 301 in 2018.

Increasing number of cases subject to legal aid in civil and administrative cases, including legal consultations in 2018 comparing 2016 took place due to increased access to services of legal aid as result of establishment of legal aid Bureau, which began working throughout Ukraine starting September 01, 2016. It resulted into increase of the number of requests to receive legal aid more than 4 times.

012-1. Budget public annuel exécuté alloué à l'aide judiciaire, en €.

TOTAL	Affaires pénales	Affaires autres que pénales
-------	------------------	-----------------------------

TOTAL - Budget public annuel exécuté alloué à l'aide judiciaire (12-1.1 + 12-1.2)	16 359 666 [] NA [] NAP	7 664 806 [] NA [] NAP	8 694 860 [] NA [] NAP
12-1.1 pour les affaires portées devant les tribunaux (taxes et/ou représentation légale)	12 834 973 [] NA [] NAP	7 664 806 [] NA [] NAP	5 170 167 [] NA [] NAP
12-1.2 pour les affaires non portées devant les tribunaux (conseil juridique, ADR et autres services juridiques)	3 524 693 [] NA [] NAP	[] NA [X] NAP	3 524 693 [] NA [] NAP

Si le budget public annuel alloué à l'aide judiciaire qui a été réellement exécuté est différent du budget public annuel approuvé, veuillez indiquer les principales raisons de ces différences : Due to the ongoing justice sector reform in Ukraine, the judicial system obtains a higher budget for its needs.

013. Budget public annuel (approuvé et exécuté) alloué au ministère public, en €.

	Budget approuvé (en €)	Budget exécuté (en €)
Total du budget public annuel alloué au ministère public, en € (dont 13.1)	221 368 146 [] NA [] NAP	218 799 218 [] NA [] NAP
13.1 Budget public annuel alloué à la formation du ministère public	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP

Veuillez ajouter tout commentaire utile à l'interprétation des données ci-dessus. De plus, si le budget public annuel alloué au fonctionnement du ministère public qui a été réellement exécuté est différent du budget public annuel approuvé, veuillez indiquer les principales raisons de ces différences : From 2016 to 2018 the State Budget for General's Prosecutor Office was increasing sequentially. It is caused by lasting reform of prosecution service.

In late 2017, basing on the Strategy for Reforming of the Judiciary, the System of Justice, and Ancillary Legal Institutions for 2015-2020, General Prosecutor adopted Road Map on reforming prosecution bodies. The said document prescribed a series of activities dedicated to ensure the independence of prosecutors during the fulfillment of their duties as well as bodies of prosecutor self-governance and to create additional anti-corruption safeguards.

For implementation of the said Road Map, in early 2018 the Prosecutor General of Ukraine by an order established the Working Group for implementation of the said Road Map in part of the development of a system for evaluating the performance of prosecutors. Furthermore, within implementation of Section 4 of the said Road Map the System of electronic document circulation of the Prosecutor's Office of Ukraine was put into operation from 01/01/2019.

The two aforementioned novelties are only few examples which caused the raise of expenditures for prosecution as part of reform. If to study the raise of budget expenditures in 2017 and then in 2018, the situation was the following. Expenditures from the approved budget for 2017 compared to the budget for 2016 have risen by around 76% in absolute figures. Almost the same situation is observed in the 2018 compared to 2017 period. However, expenditures from the approved budget have risen by around 23%.

Increased budget allocations from the State Budget are caused by increasing costs for:

- implementation of prosecutorial investigative activities, training and advanced training of prosecutors;
- the functioning of Specialized Anti-Corruption Prosecutor's Office;
- consumption costs;
- labor costs;
- utilities and energy;
- development costs. The difference between the amounts of an approved annual budget of prosecution bodies and actually implemented budget appeared due to accumulation of funds for redistribution between budgetary programs of Prosecutor General's Office of Ukraine, which was not implemented, and due to saving funds, foreseen for:
 - utilities and energy through energy conservation measures and favorable weather conditions;
 - court fees, since it is not possible to schedule the exact number of violations detected, which should be subject to representative measures

014. Instances formellement responsables des budgets alloués aux tribunaux (réponses multiples possibles) :

	Préparation du budget global des tribunaux	Adoption/approbation du budget global des tribunaux	Gestion et répartition du budget entre les tribunaux	Evaluation de l'utilisation du budget au niveau national
Ministère de la Justice	() Oui (X) Non <input type="checkbox"/> NAP	() Oui (X) Non <input type="checkbox"/> NAP	() Oui (X) Non <input type="checkbox"/> NAP	() Oui (X) Non <input type="checkbox"/> NAP
Autre ministère	(X) Oui () Non <input type="checkbox"/> NAP	() Oui (X) Non <input type="checkbox"/> NAP	() Oui (X) Non <input type="checkbox"/> NAP	(X) Oui () Non <input type="checkbox"/> NAP
Parlement	() Oui (X) Non <input type="checkbox"/> NAP	(X) Oui () Non <input type="checkbox"/> NAP	() Oui (X) Non <input type="checkbox"/> NAP	() Oui (X) Non <input type="checkbox"/> NAP
Cour Suprême	() Oui (X) Non <input type="checkbox"/> NAP	() Oui (X) Non <input type="checkbox"/> NAP	() Oui (X) Non <input type="checkbox"/> NAP	() Oui (X) Non <input type="checkbox"/> NAP
Conseil Supérieur de la Magistrature	() Oui (X) Non <input type="checkbox"/> NAP	() Oui (X) Non <input type="checkbox"/> NAP	() Oui (X) Non <input type="checkbox"/> NAP	() Oui (X) Non <input type="checkbox"/> NAP
Tribunaux	() Oui (X) Non <input type="checkbox"/> NAP	() Oui (X) Non <input type="checkbox"/> NAP	() Oui (X) Non <input type="checkbox"/> NAP	() Oui (X) Non <input type="checkbox"/> NAP
Organisme d'inspection	() Oui (X) Non <input type="checkbox"/> NAP	() Oui (X) Non <input type="checkbox"/> NAP	() Oui (X) Non <input type="checkbox"/> NAP	() Oui (X) Non <input type="checkbox"/> NAP
Autre	(X) Oui () Non <input type="checkbox"/> NAP	() Oui (X) Non <input type="checkbox"/> NAP	(X) Oui () Non <input type="checkbox"/> NAP	(X) Oui () Non <input type="checkbox"/> NAP

Si autre ministère et/ou organisme d'inspection et/ou autre, veuillez préciser : other means State Judicial Administration of Ukraine

014-1. (ancienne question 61) Quelles instances possèdent des compétences budgétaires au sein des tribunaux ?

	Préparation du budget	Arbitrage et répartition du budget	Gestion quotidienne du budget	Evaluation et contrôle de l'utilisation du budget
Conseil d'administration	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Président du tribunal	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Directeur administratif du tribunal	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Greffier en chef	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Autre	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non

Commentaires - Si « autre », veuillez préciser : Paragraph 4 of Article 148 of the current Law of Ukraine "On the Judiciary and the Status of Judges" indicates, that territorial offices of the State Judicial Administration of Ukraine are entrusted with the function to allocate budgetary funds to local courts.

A2. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions 6 à 14 :

Sources : Sources: The Law of Ukraine on the Court Fee. State Judicial Administration of Ukraine.
 Law of Ukraine "On the State Budget of Ukraine for 2018".
 Information obtained from the State Treasury Service of Ukraine.
 Information obtained from the Coordination Center for Legal Aid

1.1.3. Données budgétaires relatives à l'ensemble du système de justice ●

015-1. Budget public annuel (approuvé et exécuté) alloué à l'ensemble du système de justice, en € (ce budget global inclut le budget du système judiciaire – voir 15-2 ainsi que d'autres éléments du système de justice – voir 15-3) :

	Budget approuvé (en €)	Budget exécuté (en €)
Budget public annuel alloué à l'ensemble du système de justice, en €	5 082 767 025 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP

Veuillez ajouter tout commentaire utile à l'interprétation des données ci-dessus et préciser notamment si une part importante du budget provient d'une organisation internationale. De plus, si le budget public annuel alloué au fonctionnement de l'ensemble du système de justice qui a été réellement exécuté est différent du budget public annuel approuvé, veuillez indiquer les principales raisons de ces différences : The discrepancy is caused by the change of the methodology for this cycle.

015-2. Eléments du budget du système judiciaire (Q6, Q7, Q12, Q13)

	Inclus	Non inclus	N'existe pas (NAP)
Tribunaux (voir question 6 ou 7)	(X)	()	()
Aide judiciaire(voir question 12 ou 7)	(X)	()	()
Ministère public (voir question 13 ou 7)	(X)	()	()

015-3. Autres éléments budgétaires

	Inclus	Non inclus	N'existe pas (NAP)
Système pénitentiaire	(X)	()	()
Service de probation	(X)	(X)	()

Conseil supérieur de la magistrature	(X)	()	()
Cour constitutionnelle	(X)	()	()
Service de gestion du système judiciaire	(X)	()	()
Service de l'avocat d'Etat	()	(X)	()
Service de l'exécution	(X)	()	()
Notariat	(X)	()	()
Service d'expertise légale	()	(X)	()
Protection judiciaire de la jeunesse	(X)	()	()
Fonctionnement du ministère de la Justice	(X)	()	()
Services des demandeurs d'asile et réfugiés	(X)	()	()
Service d'immigration	(X)	()	()
Certains services de police (ex : transfert, enquête, sécurité des détenus)	(X)	()	()
Autres	(X)	()	()

Si « autres », veuillez préciser : National Anti-Corruption Bureau of Ukraine; National Agency for Corruption Prevention; State Bureau of Investigation; High Qualification Commission of Judges of Ukraine; National School of Judges of Ukraine; National Prosecution Academy of Ukraine; Secretariat of Ukrainian Parliament Commissioner for Human Rights.

State advocacy is excluded because it is a constituent part of the Legal Aid (See Q. 15-1). The Legal Aid in Ukraine, among others, contains free legal counsel.

A3. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions 15-1, 15-2 et 15-3:

Sources : State Judicial Administration of Ukraine.

The law of Ukraine "On the State Budget of Ukraine for 2018"

2. Accès à la justice et à l'ensemble des tribunaux

2.1. Aide judiciaire

2.1.1. Champ d'application de l'aide judiciaire

016. L'aide judiciaire concerne-t-elle :

Affaires pénales	Affaires autres que pénales
------------------	-----------------------------

Représentation devant les tribunaux	(X) Oui () Non [] NA [] NAP	(X) Oui () Non [] NA [] NAP
Conseil juridique, ADR et autres services juridiques	(X) Oui () Non [] NA [] NAP	(X) Oui () Non [] NA [] NAP

016-1. Veuillez décrire brièvement l'organisation du système d'aide judiciaire dans votre pays à la fois avant d'aller devant le tribunal et durant la procédure ?

- The state legal aid system includes the following 2 types of such aid:

1. Primary legal aid is the type of state guarantee, which is to inform a person of his or her rights and freedoms, the order of its realization, restoration in case of their violation and procedure for appealing against decisions, actions or inactions of the state bodies, local self-government bodies, officials and servants. Primary legal aid includes the following types of legal services: - provision of legal information;- provision of consultations and clarifications on legal issues;- assistance in making appeals, claims and other documents of legal nature (except court procedural documents); - providing assistance in ensuring access of a person to secondary free legal aid and mediation; The right to primary legal aid according to the Constitution of Ukraine and the Law of Ukraine "On the Legal Aid" have all individuals, who are under the jurisdiction of Ukraine. 2. Secondary free legal aid is the type of state guarantee which is to create equal opportunities for access to justice by persons. Secondary legal aid includes the following types of legal services: - protection; -representation of interests of persons, who have the right to secondary free legal aid in courts, other state governmental bodies, self-government bodies, before other persons;
-drafting of court procedural documents.

The right to secondary free legal aid according to the Law of Ukraine "On Legal Aid" and other related laws has the following categories of persons:

-persons, who are under the jurisdiction of Ukraine if their average monthly income does not exceeding of 2 sizes of subsidence minimum, calculated and approved according to the law for the persons, who belong to main social and demographic groups of population, as well as persons with disabilities who receiving pension or assistance which is appointed instead of pension in the amount not exceeding 2 subsidence minimum for disabled persons - for all types of legal assistance foreseen by part 2 Article 13 of the Law of Ukraine "On Legal Aid"

-children, as well orphans, children deprived of parental care, children who are in difficult circumstances, children who have been affected by war or armed conflict – for all types of legal assistance;

-internally displaced persons for all types of legal assistance and other similar types of persons.

017. L'aide judiciaire prévoit-elle la couverture ou l'exonération des frais de justice ?

- () Oui
(X) Non
[] NAP

Si oui, veuillez préciser :

018. Est-il possible de bénéficier de l'aide judiciaire pour des frais relatifs à l'exécution des décisions de justice (par exemple : honoraires d'un agent d'exécution) ?

- () Oui

(X) Non

[] NAP

Si oui, veuillez préciser :

019. L'aide judiciaire peut-elle être allouée pour d'autres frais (différents de ceux indiqués aux questions 16 à 18, par exemple honoraires d'un conseiller technique ou expert, honoraires d'autres professionnels de la justice (notaires), frais de voyage, etc.) ?

	Affaires pénales	Affaires autres que pénales
Allocation de l'aide judiciaire pour d'autres frais	(X) Oui () Non [] NA [] NAP	(X) Oui () Non [] NA [] NAP

Commentaires - Si oui, veuillez préciser : According to the procedure for payment of services and reimbursement of lawyers providing secondary legal aid, adopted by the Cabinet of Minister's Decree dated 17.09.2014, No 465, lawyers are reimbursed with costs connected to legal aid providing in following situations: 1) travel by public transport (except aviation, railway, ships and vessels for sea/ river transportation);

2) Purchasing of fuel and lubricants in accordance with the standards set for budgetary institutions when using their own vehicle at night or in the countryside or in the absence of public transport connection, taking into account the distance from the lawyer's or his workplace to the place of legal assistance and vice versa direction;

3) Business travel out of the region (daily expenses, costs associated with renting a dwelling) for the purpose of meeting with a client, familiarizing with case files, interviewing persons, participating in a court hearing, as well as in case of change of jurisdiction of criminal proceedings or continuity of criminal offense or continuity of criminal offense, change of place of crime, the detention of a suspected, accused or punished, convicted person to whom a lawyer provides legal assistance in accordance with the rules established by law for employees of budgetary institutions.

By the Cabinet of Minister's Decree dated 24.06.2016 No. 401 the Centers for providing legal aid are entitled with the possibility of attracting interpreter (sign language interpreter) to secure the provision of secondary legal aid for persons in the case when such persons do not speak the state language.

2.1.2. Informations relatives à l'aide judiciaire



020. Veuillez indiquer le nombre d'affaires ayant bénéficié de l'aide judiciaire :

	Total	Affaires portées devant les tribunaux	Affaires non portées devant les tribunaux
TOTAL	719 732 [] NA [] NAP	166 431 [] NA [] NAP	553 301 [] NA [] NAP
En matière pénale	91 120 [] NA [] NAP	91 120 [] NA [] NAP	[] NA [X] NAP
En matière autre que pénale	628 612 [] NA [] NAP	75 311 [] NA [] NAP	553 301 [] NA [] NAP

Commentaires - Veuillez préciser le cas échéant : The statistical reporting in the system of delivering free legal aid provides data collection on the number of events when the legal aid was granted, but not the number of cases for which legal aid has been granted. Due to sufficient budget allocated to legal aid, its bodies have a variety of opportunities to exercise their tasks and powers. The amount of cases for which the legal aid is granted has increased in 2018 from 115 186.00 to 166 431.00 Increasing number of cases of providing free legal aid in civil and administrative cases, including legal consultations in 2018 comparing 2016 took place due to increased access to services of free legal aid as result of establishment of Legal Aid Bureau, which began working throughout Ukraine starting September 01,

2016 results that the number of requests to receive free legal aid increased more than 4 times.

021. En matière pénale, les personnes n'ayant pas les moyens financiers suffisants peuvent-elles bénéficier de l'assistance gratuite (ou financée par un budget public) d'un avocat?

	Assistance gratuite d'un avocat
Personnes mises en cause	(X) Oui () Non
Victimes	(X) Oui () Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

022. En matière pénale, ont-elles le libre choix de l'avocat dans le cadre de l'aide judiciaire?

	libre choix de l'avocat
Personnes mises en cause	() Oui (X) Non [] NAP
Victimes	() Oui (X) Non [] NAP

Commentaires In general, the Ukrainian legislation provides the right of a person to choose freely its lawyer, but not in case of providing the lawyer for a person within state legal aid.

023-0. Votre pays procède-t-il à un examen des revenus et/ou des biens (patrimoine) du demandeur avant d'octroyer l'aide judiciaire complète ou partielle ?

(X) Oui

() Non

Commentaires - Veuillez préciser si d'autres critères sont pris en compte pour l'octroi de l'aide judiciaire et veuillez ajouter tout commentaire utile à l'interprétation des données ci-dessus :

023. Si oui veuillez indiquer ci-dessous:

	Montant du revenu annuel (pour une personne), (en €)	Valeur des biens (patrimoine) (pour une personne), (en €)
Aide judiciaire complète accordée au demandeur en matière pénale	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
Aide judiciaire complète accordée au demandeur en matière autre que pénale	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
Aide judiciaire partielle accordée au demandeur en matière pénale	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
Aide judiciaire partielle accordée au demandeur en matière autre que pénale	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP

024. Est-il possible de refuser l'aide judiciaire pour absence de bien-fondé de l'action (par exemple pour caractère abusif de l'action en justice ou en raison de l'absence d'un éventuel succès) ?

Oui

Non

Commentaires - Si oui, veuillez expliquer les critères concrets pour refuser l'aide judiciaire :

025. La décision d'accorder ou de refuser l'aide judiciaire est-elle prise par :

le tribunal

une instance extérieure au tribunal

une instance mixte (tribunal/organe externe)

Commentaires

026. Existe-t-il un système privé d'assurance de protection juridique permettant aux personnes physiques (cela ne concerne pas les entreprises ou autres personnes morales) de financer une action en justice ?

Oui

Non

Commentaires - Le cas échéant, veuillez donner des indications sur le développement actuel de ce type d'assurance dans votre pays; s'agit-il d'un phénomène en progression ?

027. La décision judiciaire peut-elle préciser la manière dont les frais de justice payés par les parties au cours de la procédure seront partagés :

	La décision judiciaire précise le partage des frais de justice
en matière pénale	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
en matière autre que pénale	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non

Commentaires

B1. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions 20 et 23 :

Sources : Information obtained from the Coordination Center for Delivering Legal Aid

2.2. Usagers des tribunaux et victimes

2.2.1. Droits des usagers et victimes

028. Existe-t-il des sites/portails Internet officiels (ex: ministère de la Justice, etc.) à partir

desquels le public a accès gratuitement :

	Oui	Adresse(s) internet :
aux textes juridiques (codes, lois, règlements, etc.)	()	(X) https://rada.gov.ua/ https://online.minjust.gov.ua/
à la jurisprudence des hautes juridictions	()	(X) https://court.gov.ua/
à d'autres documents (par exemple le téléchargement de formulaires, l'enregistrement en ligne)	()	(X) https://online.minjust.gov.ua

Veuillez préciser quels documents et informations sont inclus dans « à d'autres documents » :

029. Votre système prévoit-il une obligation d'informer les parties concernant les délais prévisibles de la procédure judiciaire ?

- () Oui, toujours
 (X) Non
 () Oui, seulement dans quelques situations particulières

Commentaires - Si oui seulement dans quelques situations particulières, veuillez préciser :

030. Existe-t-il un système d'information spécifique, public et gratuit, pour informer et aider les victimes d'infractions ?

- (X) Oui
 () Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser : Victims of crime can approach the following: http://minjust.gov.ua.onion.gold/legal_aid (the network of about 550 free legal aid officers in all regions of Ukraine and the tel. number of the free legal aid system (free within territory of Ukraine), ombudsman.gov.ua (Ukrainian parliament Commissioner for Human Rights), www.irf.ua (Program Initiative "Human Rights and Justice" of the International Renaissance Foundation), www.helsinki.org.ua (The Ukrainian Helsinki Human Rights Union provides information and free legal aid), numerous regional NGOs

031. Existe-t-il des modalités favorables particulières applicables aux catégories de personnes vulnérables suivantes, au cours des procédures judiciaires ?

	Dispositif d'information	Modalités particulières pour les auditions	Autres modalités particulières
Victimes de violence sexuelle/viol	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non
Victimes du terrorisme	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Mineurs (témoins ou victimes)	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Victimes de violence domestique	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Minorités ethniques	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non

Personnes handicapées	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Délinquants mineurs	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non	(X) Oui () Non
Autres (par exemple, les victimes de la traite des êtres humains, mariage forcé, mutilation sexuelle)	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non

Commentaires - Si « autres personnes vulnérables » et/ou « autres modalités particulières », veuillez préciser :

031-1. Les mineurs peuvent-ils être parties à une procédure judiciaire :

- (X) Oui
() Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser pour quelles procédures (civile, pénale, administrative/procédure normale ou accélérée) et à quelles conditions (les mineurs peuvent-ils bénéficier de l'aide judiciaire, d'un avocat, etc.) :

032. Votre pays dispose-t-il d'une procédure d'indemnisation des victimes d'infractions ?

- (X) Oui, veuillez préciser pour quels types d'infractions : civil, criminal, administrative
() Non

Commentaires

032-1. Une décision du tribunal est-elle nécessaire dans le cadre de la procédure d'indemnisation ?

- (X) Oui
() Non

Commentaires

033. Si oui, cette indemnisation provient-elle :

- [] d'un dispositif avec des fonds publics
[X] des dommages et intérêts à payer par la personne responsable
[] d'un dispositif avec des fonds privés

Commentaires

034. Existe-t-il des études permettant d'évaluer le taux de recouvrement des dommages et intérêts octroyés aux victimes par les juridictions ?

- () Oui
(X) Non

Commentaires - Si oui, veuillez illustrer avec des données disponibles concernant le taux de recouvrement, le nom des études, la fréquence des études et l'organe responsable :

035. Le procureur a-t-il un rôle spécifique au regard des victimes (protection et assistance) ?

- (X) Oui
() Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

036. Les victimes d'infractions peuvent-elles contester une décision du procureur de classer une affaire ? Veuillez vérifier la cohérence de votre réponse avec celle de la question 105 qui traite de la possibilité pour un procureur "de classer une affaire sans suite, sans avoir besoin d'obtenir une décision d'un juge". (La réponse NAP signifie que le procureur ne peut pas décider de classer une affaire de son propre chef. Une décision d'un juge est nécessaire.)

Oui

Non

NAP

Commentaires - Le cas échéant, veuillez préciser :

037. Existe-t-il un système d'indemnisation pour les usagers dans les circonstances suivantes :

	Nombre de demandes d'indemnisation	Nombre de condamnations	Montant total (in €)
Total	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Durée excessive de la procédure	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
Non-exécution des décisions de justice	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
Arrestation injustifiée	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Condamnation injustifiée	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Autre	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires - Le cas échéant, veuillez fournir des renseignements concernant la procédure d'indemnisation et la méthode de calcul du montant de l'indemnisation (par exemple, le tarif journalier pour une arrestation ou une condamnation injustifiée) :

2.2.2. Confiance et satisfaction des citoyens dans leur système de justice

038. Votre pays a-t-il mis en place des enquêtes auprès des professionnels de la justice et des usagers des tribunaux pour mesurer leur confiance dans la justice et leur degré de satisfaction par rapport au service rendu ? Si oui, à quelles fréquences et à quels niveaux ?

	Au niveau national	Au niveau des tribunaux
1. Enquêtes auprès des juges	<input type="checkbox"/> Annuelle <input checked="" type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc	<input type="checkbox"/> Annuelle <input checked="" type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc

2. Enquêtes auprès du personnel des tribunaux	<input type="checkbox"/> Annuelle <input checked="" type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc	<input type="checkbox"/> Annuelle <input checked="" type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc
3. Enquêtes auprès des procureurs	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input checked="" type="checkbox"/> Ad hoc	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input checked="" type="checkbox"/> Ad hoc
4. Enquêtes auprès des avocats	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input checked="" type="checkbox"/> Ad hoc	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input checked="" type="checkbox"/> Ad hoc
5. Enquêtes auprès des parties	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input checked="" type="checkbox"/> Ad hoc	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input checked="" type="checkbox"/> Ad hoc
6. Enquêtes auprès d'autres usagers des tribunaux (par exemple jurés, témoins, experts, interprètes, représentants des agences gouvernementales, ONG)	<input type="checkbox"/> Annuelle <input checked="" type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc	<input type="checkbox"/> Annuelle <input checked="" type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc
7. Enquêtes auprès des victimes	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input checked="" type="checkbox"/> Ad hoc	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input checked="" type="checkbox"/> Ad hoc
8. Autre(s) enquête(s) non mentionnée(s)	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input checked="" type="checkbox"/> Ad hoc	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input checked="" type="checkbox"/> Ad hoc

Commentaires - Veuillez indiquer les références et les liens vers les enquêtes de satisfaction citées :

040. Existe-t-il un dispositif national ou local permettant de déposer une plainte concernant le fonctionnement du système judiciaire ? (par exemple le traitement d'une affaire par un juge ou la durée d'une procédure)

(X) Oui

() Non

Commentaires

041. Si oui veuillez préciser certains aspects de ce dispositif :

	Autorité compétente pour traiter de la plainte	Existence d'un délai pour cette autorité pour traiter la plainte
Tribunal concerné	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Instance supérieure	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non

Ministère de la Justice	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Conseil supérieur de la magistrature	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Autres organisations extérieures (ex. médiateur)	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non

Commentaires Depending on the issue, the user of the justice system may file an appeal to the higher court (if the situation, for instance, concerns the issue of violation of material or procedural rules), to file a complaint in respect of a judge to the High Council of Justice within a system of the disciplinary procedure or adress to the Ombudsmen.

041-1. Si oui, veuillez préciser certains aspects de ce dispositif :

	Nombre de plaintes	Montant des indemnités accordées
Tribunal concerné	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
Instance supérieure	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
Ministère de la Justice	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
Conseil supérieur de la magistrature	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
Autres organisations extérieures (ex. médiateur)	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP

Commentaires - Si possible, veuillez donner des informations sur l'efficacité de cette procédure de plainte et veuillez indiquer tout commentaire utile :

3. Organisation des tribunaux

3.1. Tribunaux

3.1.1. Nombre de tribunaux

042. Nombre de tribunaux considérés comme entités juridiques (structures administratives) et implantations géographiques.

	Nombre de tribunaux
42.1 Tribunaux de droit commun de 1ère instance (entités juridiques)	587 [] NA [] NAP
42.2 Tribunaux spécialisés de 1ère instance (entités juridiques)	50 [] NA [] NAP

42.3 Tous les tribunaux (implantations géographiques) (ce chiffre inclut les tribunaux de droit commun de 1ère instance, les tribunaux spécialisés de 1ère instance, tous les tribunaux de seconde instance et cours d'appels et toutes les cours suprêmes)	679 [] NA [] NAP
---	--------------------------

Commentaires By the decision of the High Council of Justice dated 25.01.2018 the number of courts was decreased from 663 first instance courts of general jurisdiction to 587 and from 54 first instance specialised courts to 50 courts.

The decreased number of all court also caused by the liquidation of 4 High Specialized Courts and creation of the new Supreme Court with 4 specialized cassation courts within it.

043. Nombre (entités juridiques) de tribunaux spécialisés (ou ordre judiciaire spécifique) de 1ère instance

	Nombre de tribunaux
Total (il doit correspondre au nombre indiqué à la question 42.2)	50 [] NA [] NAP
Tribunaux commerciaux (à l'exclusion des tribunaux de faillites)	25 [] NA [] NAP
Tribunaux des faillites	[] NA [X] NAP
Tribunaux du travail	[] NA [X] NAP
Tribunaux des affaires familiales	[] NA [X] NAP
Tribunaux des affaires locatives (tribunaux des baux)	[] NA [X] NAP
Tribunaux de l'exécution des sanctions pénales	[] NA [X] NAP
Tribunaux en matière de lutte contre le terrorisme, le crime organisé ou la corruption	[] NA [X] NAP
Tribunaux en matière de contentieux de l'Internet	[] NA [X] NAP
Tribunaux administratifs	25 [] NA [] NAP
Tribunaux des assurances et/ou de la sécurité sociale	[] NA [X] NAP
Tribunaux militaires	[] NA [X] NAP

Autres tribunaux spécialisés de 1ère instance

NA

NAP

Commentaires - Si « autres tribunaux spécialisés de 1ère instance », veuillez donner des précisions :

044. Une réforme dans la structure des tribunaux est-elle envisagée [par exemple une diminution du nombre de tribunaux (implantations géographiques) ou une réforme de la compétence des tribunaux] ?

Oui

Non

Commentaires - Veuillez préciser : According to the decrees of the President of Ukraine dated 29.12.2017 changes in the structure of courts was introduced. Local general and appellate courts shall be reorganized, and some of them shall be liquidated, and circuit courts shall be created. This process has already begun. These measures were taken for optimization purposes.

045. Nombre de tribunaux de 1ère instance (implantations géographiques) compétents pour une affaire concernant :

	Nombre de tribunaux
le recouvrement d'une petite créance	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
le licenciement	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
le vol avec violence	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
faillite	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires

045-1. Votre définition d'une petite créance est elle similaire à celle fournie dans la Note explicative ?

Oui

Non

Commentaires - Si ce n'est pas le cas, veuillez préciser votre définition d'une petite créance : Small claims were introduced after entry into force of amendments to the Civil Procedural Code of Ukraine. The value of small claims are established by law but can also be established as such by court if the amount sued for does not exceed specific sum of money.

Definition of "small claims" is in question 045-2.

045-2. Veuillez indiquer le montant en € d'une petite créance :

[0]

Commentaires Under Article 19 part 6 of the Civil Procedural Code of Ukraine small claims are the following:

1) claims in which amount sued for does not exceed 6057 €

2) uncomplicated claims recognized by court as small claims except cases that are to be considered only by means of general adversarial

C. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions 42, 43 et 45:

Sources : High Qualification Commission of Judges of Ukraine
 State Judicial Administration of Ukraine
 The Civil Procedural Code of Ukraine

3.2. Personnel des tribunaux

3.2.1. Juges et personnels non-juges

046. Nombre de juges professionnels siégeant en juridiction (si possible au 31 décembre de l'année de référence). (Veuillez fournir l'information en équivalent temps plein et pour des postes permanents effectivement occupés, pour tous les types de juridictions confondus – droit commun et spécialisées.)

	Total	Hommes	Femmes
Nombre total de juges professionnels (1 + 2 + 3)	5 409 [] NA [] NAP	2 581 [] NA [] NAP	2 828 [] NA [] NAP
1. Nombre de juges professionnels de première instance	4 224 [] NA [] NAP	2 001 [] NA [] NAP	2 223 [] NA [] NAP
2. Nombre de juges professionnels dans les cours d'appel (2ème instance)	1 067 [] NA [] NAP	516 [] NA [] NAP	551 [] NA [] NAP
3. Nombre de juges professionnels dans les cours suprêmes	118 [] NA [] NAP	64 [] NA [] NAP	54 [] NA [] NAP

Commentaires - Veuillez ajouter tout commentaire utile à l'interprétation des données ci-dessus : The difference in the number of judges for 2016 and 2018 is partially caused by measures taken by the judicial reform, according to which all Ukrainian judges are subject to undergo the qualification evaluation. Part of judges failed to pass it or resigned by their own will which influenced on the number of judges.

The dramatic change regarding the number of Supreme Court judges is caused by the creation of the new Supreme Court as part of the reform (with another number of judges). In 2018 after the reformation the Court consisted of 4 Courts of Cassation: Administrative Cassation Court, Commercial Cassation Court, Criminal Cassation Court and Civic Cassation Court (up to 200 judges).

In 2017 118 judges were selected within the first competition to the Supreme Court. In 2018-2019 the second competition to the Supreme Court was held and as a result in March 2019 additional 78 judges were selected.

047. Nombre de présidents de tribunaux (juges professionnels).

	Total	Hommes	Femmes
Nombre total de président(e)s de juridictions (1 + 2 + 3)	585 [] NA [] NAP	374 [] NA [] NAP	211 [] NA [] NAP

1. Nombre de président(e)s de tribunaux de première instance	547 [] NA [] NAP	342 [] NA [] NAP	205 [] NA [] NAP
2. Nombre de président(e)s de cours d'appel (2ème instance)	37 [] NA [] NAP	32 [] NA [] NAP	5 [] NA [] NAP
3. Nombre de président(s) de cours suprêmes	1 [] NA [] NAP	0 [] NA [] NAP	1 [] NA [] NAP

Commentaires For explanations regarding the differences with the previous cycle please see the comments to the Q046

048. Nombre de juges professionnels exerçant à titre occasionnel et rémunérés comme tel (si possible au 31 décembre de l'année de référence):

	Donnée
Donnée brute	[] NA [X] NAP
Donnée en équivalent temps plein	[] NA [X] NAP

Commentaires - Veuillez ajouter tout commentaire utile à l'interprétation de la réponse à cette question :

048-1. Ces juges professionnels siégeant occasionnellement traitent-ils une partie importante des affaires ?

() Oui Si oui, veuillez apporter des précisions quant aux types d'affaires et une estimation en pourcentage.

.....

() Non

[X] NAP

Commentaires

049. Nombres de juges non professionnels, non rémunérés, percevant, le cas échéant, un simple défraiement (si possible au 31 décembre de l'année de référence) (y compris les "lay judges" ou juges consulaires ; mais les arbitres ou les jurés sont exclus de cette donnée) :

	Donnée
Donnée brute	[] NA [X] NAP
Donnée en équivalent temps plein	[] NA [X] NAP

Commentaires In Ukraine there are no professional judges acting on an occasional basis. In accordance with Article 52 of the Law of Ukraine "On the Judiciary and the Status of Judges", a judge is a citizen of Ukraine, who, in accordance with the Constitution of Ukraine and the Law, has been appointed as a judge, holds a full-time judicial position in one of the courts of Ukraine and carries out professional duties.

049-1. Si de tels juges non professionnels existent en première instance dans votre pays, veuillez préciser pour quels types d'affaires :

	Oui	Non	Echevinage
affaires pénales (infractions graves)	()	()	()
affaires pénales (infractions mineures)	()	()	()
affaires familiales	()	()	()
affaires de droit du travail	()	()	()
affaires de droit social	()	()	()
affaires commerciales	()	()	()
affaires de faillite	()	()	()
autre affaires civiles	()	()	()

NAP

Commentaires - Si autre, veuillez préciser :

050. Votre système judiciaire prévoit-il un jury de jugement avec une participation des citoyens ?

Oui

Non

Commentaires

050-1. Si oui, pour quell(s) type(s) d'affaire(s) ?

affaires pénales

affaires autres que pénales

Commentaires After amendments to the Criminal and Civil Procedural Codes of Ukraine in 2017, now the jurisdiction of the jury expands on cases subject to life imprisonment and civil court cases regarding restriction of an individual's civil capacity, recognition of an individual having no legal capacity, renewal of an individual's civil capacity, recognition by a court to be missing or presumed dead, adoption, assigning psychiatric care, compulsory hospitalization to antituberculous institutions.

051. Veuillez indiquer le nombre de citoyens ayant participé à de tels jurys pour l'année de référence ?

[9 400]

NA

NAP

Commentaires

052. Nombre de personnel non-juge travaillant dans les tribunaux (si possible au 31 décembre de l'année de référence) (cette donnée ne doit pas inclure le personnel travaillant pour les procureurs,

voir question 60) (répondre en équivalent temps plein et pour les postes permanents effectivement occupés).

	Total	Hommes	Femmes
Nombre total de personnel non juge travaillant dans les tribunaux (1 + 2 + 3 + 4 + 5)	26 445 [] NA [] NAP	5 663 [] NA [] NAP	20 782 [] NA [] NAP
1. Rechtspfleger (ou organes équivalents) chargés de tâches juridictionnelles ou para-juridictionnelles, ayant des compétences autonomes et dont les décisions peuvent être susceptibles de recours.	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
2. Personnels non juges chargés d'assister les juges à l'instar des greffiers (préparation des dossiers, assistance à l'audience, tenue des procès verbaux, aide à la préparation de la décision)	6 586 [] NA [] NAP	1 535 [] NA [] NAP	5 051 [] NA [] NAP
3. Personnels chargés de tâches relatives à l'administration et la gestion des tribunaux (gestion des ressources humaines, gestion des moyens matériels y compris de l'informatique, gestion financière et budgétaire, gestion de la formation)	15 708 [] NA [] NAP	3 029 [] NA [] NAP	12 679 [] NA [] NAP
4. Personnels techniques	3 640 [] NA [] NAP	970 [] NA [] NAP	2 670 [] NA [] NAP
5. Autres personnels non juges	511 [] NA [] NAP	129 [] NA [] NAP	382 [] NA [] NAP

Commentaires - Si « autres personnels non juges », veuillez préciser : Other non-judge staff means staff of the departments of maintenance of the President and the Vice-President of the Supreme Court and of the Presidents and Vice-Presidents of the Courts of Cassation, departments of support of activity of the head of the apparatus and deputy heads of the apparatus.

052-1. Nombre de personnel non-juge par instance (si possible au 31 décembre de l'année de référence) (cette donnée ne doit pas inclure le personnel travaillant pour les procureurs, voir question 60) (répondre en équivalent temps plein et pour les postes permanents effectivement occupés)

	Total	Hommes	Femmes
Total de personnel non- juge travaillant dans les tribunaux (1 + 2 + 3)	26 445 [] NA [] NAP	5 663 [] NA [] NAP	20 782 [] NA [] NAP
1. Total de personnel non- juge auprès des tribunaux de première instance	20 507 [] NA [] NAP	4 233 [] NA [] NAP	16 274 [] NA [] NAP

2.Total de personnel non- juge auprès des cours d'appel (2ème instance)	4 792 [] NA [] NAP	1 107 [] NA [] NAP	3 685 [] NA [] NAP
3.Total de personnel non- juge auprès des cours suprêmes	1 146 [] NA [] NAP	323 [] NA [] NAP	823 [] NA [] NAP

Commentaires

053. S'il existe dans votre système judiciaire la fonction de Rechtspfleger (ou organes équivalents), veuillez préciser dans quels domaines ils interviennent :

- pour l'aide judiciaire
- en matière familiale
- pour les ordres de paiement
- pour les affaires liées aux registres (affaires liées au registre foncier et/ou au registre du commerce)
- exécution des affaires civiles
- exécution des affaires pénales
- autres types d'affaires non mentionnés (veuillez préciser en commentaire)
- pour les affaires non contentieuses
- NAP

Commentaires - Veuillez brièvement décrire leur statut et leurs fonctions :

054. Les tribunaux ont-ils délégué certains services relevant de leur responsabilité à un service externe ?

- Oui
- Non

Commentaires

054-1. Si oui, veuillez préciser quels services ont été externalisés :

- la maintenance informatique
- la formation du personnel
- la sécurité
- les archives
- le nettoyage
- autres types de services (veuillez préciser) :

Commentaires

C1. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions 46, 47, 48, 49 et 52

Sources : Answers provided by the State Judicial Administration of Ukraine and the High Qualification Commission of Judges of Ukraine.

3.3.Ministère public

3.3.1.Procureurs et personnel



055. Nombre de procureurs (au 31 décembre de l'année de référence). Veuillez fournir l'information en équivalent temps plein et pour des postes permanents effectivement occupés, pour tous les types de juridictions confondus – droit commun et spécialisées .

	Total	Hommes	Femmes
Nombre total de procureurs (1 + 2 + 3)	10 561 [] NA [] NAP	6 458 [] NA [] NAP	4 103 [] NA [] NAP
1. Nombre de procureurs auprès des tribunaux de première instance	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
2. Nombre de procureurs auprès des cours d'appel (2ème instance)	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
3. Nombre de procureurs auprès des cours suprêmes	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP

Veuillez ajouter tout commentaire utile à l'interprétation des données ci-dessus :

056. Nombre de chefs des ministères publics.

	Total	Hommes	Femmes
Nombre total de chefs de ministères publics (1 + 2 + 3)	219 [] NA [] NAP	207 [] NA [] NAP	12 [] NA [] NAP
1. Nombre de chefs de ministères publics auprès de tribunaux de première instance	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
2. Nombre de chefs de ministères publics auprès des cours d'appel (2ème instance)	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
3. Nombre de chefs de ministères publics auprès des cours suprêmes	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP

Veuillez ajouter tout commentaire utile pour l'interprétation des données ci-dessus :

057. D'autres personnes ont-elles des fonctions comparables à celles des procureurs ?

() Oui

(X) Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser leurs titres et fonctions :

057-1. Veuillez préciser leur nombre (en équivalent temps plein) :

[]
[] NA

059. Si oui, est-ce que leur nombre est inclus dans le nombre de procureurs que vous avez indiqué à la question 55 ?

Oui

Non

NAP

Commentaires

059-1. Les Parquets disposent-ils de procureurs spécifiquement formés en matière de violence domestique et violence sexuelle ?

Oui

Non

Commentaires

060. Nombre de personnel (non procureurs) rattaché au ministère public (si possible au 31 décembre de l'année de référence) (sans le nombre de personnels non juges, v. question 52)(répondre en équivalent temps plein et pour les postes permanents effectivement pourvus)

	Total	Hommes	Femmes
Nombre de personnel (non procureurs) rattaché au ministère public	3 684 <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> NA

Commentaires

C2. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions 55, 56 et 60

Sources : Answers provided by the Procecutor General's Office Of Ukraine.

3.4.Parité hommes/femmes

3.4.1 Dispositions particulières pour faciliter la parité

061-2. Existe-t-il des dispositions particulières pour faciliter la parité hommes/femmes dans le cadre des procédures de recrutement :

	Oui, veuillez preciser	Non
des juges	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
des procureurs	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
du personnel non-juge	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>

des avocats	()	(X)
des notaires	()	(X)
des agents d'exécution	()	(X)

[] NA

Commentaires - si la situation a changé depuis l'année de référence, merci de le préciser en commentaires. Si vous avez des commentaires supplémentaires, veuillez préciser : There are no other specific provisions for facilitating gender equality within the framework of the procedures for recruiting except one defined in the Constitution of Ukraine (according to article 24 of Constitution men and women are equal in their rights) and Law of Ukraine "On ensuring equal rights and opportunities for women and men".

061-3. Existe-t-il des dispositions particulières pour faciliter la parité hommes/femmes dans le cadre des procédures de promotion :

	Oui, veuillez préciser	Non
des juges	()	(X)
des procureurs	()	(X)
du personnel non-juge	()	(X)
des avocats	()	(X)
des notaires	()	(X)
des agents d'exécution	()	(X)

[] NA

Commentaires - si la situation a changé depuis l'année de référence, merci de le préciser en commentaires . Si vous avez des commentaires supplémentaires, veuillez préciser : There are no other specific provisions for facilitating gender equality within the framework of the procedures for promoting except one defined in the Constitution of Ukraine (according to article 24 of Constitution men and women are equal in their rights) and Law of Ukraine "On ensuring equal rights and opportunities for women and men".

3.4.2 Au niveau national

061-4. Disposez-vous, au niveau national, d'une ou de plusieurs enquêtes ou rapports récents concernant, en tout ou partie, la répartition hommes/femmes au sein du système judiciaire concernant :

	Oui	Non
les juges	(X)	()
les procureurs	()	(X)
le personnel non-juge	(X)	()

les avocats	()	(X)
les notaires	()	(X)
les agents d'exécution	()	(X)

Commentaires - Si la situation a changé depuis l'année de référence, merci de le préciser en commentaires. Pouvez-vous nous en préciser les références ou le lien internet pour accéder à ce(s) document(s), ou nous le/les adresser ? On March 1, 2018, The State Judicial Administration made a survey related to the distribution of males/females within the courts (judges and non-judge staff). According to this report, 77% of staff are women, 33% - men. <https://dsa.court.gov.ua/dsa/pres-centr/news/466232/>

061-5. Existe-t-il un programme national ou un document d'orientation visant à promouvoir l'égalité hommes/femmes dans le système judiciaire ?

(X) Oui

() Non

Commentaires - si la situation a changé depuis l'année de référence, merci de le préciser en commentaires. Pouvez-vous nous en préciser les références ou indiquer le lien internet pour accéder à ce(s) document(s), ou nous le/les adresser ? On April 11, 2018, the Cabinet of Ministers approved the State Social Program for Equal Rights and Opportunities for Women and Men for the period up to 2021. http://search.ligazakon.ua/l_doc2.nsf/link1/KP180273.html

061-6. Existe-il au niveau national une personne (par ex. un commissaire à l'égalité des chances)/une institution spécialement chargée des questions d'égalité hommes/femmes dans le système de justice concernant :

	Oui, veuillez préciser	Non
le recrutement des juges	()	(X)
la promotion des juges	()	(X)
le recrutement des procureurs	()	(X)
la promotion des procureurs	()	(X)
le recrutement du personnel non-juge	()	(X)
la promotion du personnel non-juge	()	(X)

Commentaires - Si cela concerne une autre situation que celle du recrutement ou de la promotion, veuillez préciser. Si la situation a changé depuis l'année de référence, merci de le préciser en commentaires

061-6-1. Veuillez préciser le texte qui met en place cette personne/institution :

(titre, date, nature du texte)

061-6-2. Veuillez préciser le statut de cette personne/institution :

(par ex. indépendante, rattachée au ministère de la justice, à un Conseil supérieur de la magistrature ou équivalent ou à un organisme interministériel spécialement dédié à l'égalité homme/femme)

NAP

061-6-3. Veuillez préciser si cette personne/institution a une fonction d'information et de consultation ou si ses avis ou décisions ont des conséquences juridiques :

(par ex. bloquer une décision, ouvrir un droit à recours)

NAP

3.4.3 Au niveau des tribunaux/des services du ministère public

061-7. Existe-t-il, au niveau des tribunaux ou des services du ministère public une personne (par ex. un commissaire à l'égalité des chances)/institution spécialement chargée de veiller au respect de l'égalité hommes/femmes concernant l'organisation du travail judiciaire :

	Oui	Non
dans les tribunaux (juges)	()	(X)
dans les services du ministère public (procureurs)	()	(X)
pour le personnel non-juge des tribunaux	()	(X)

Commentaires - Si oui, veuillez préciser leurs titres et leurs fonctions. Si la situation a changé depuis l'année de référence, merci de le préciser en commentaires .

061-8. La féminisation de certaines fonctions - si elle existe dans votre pays – au sein des tribunaux ou des ministère public a-t-elle conduit à des modifications concrètes dans l'organisation du travail dans les domaines suivants :

	Oui	Non
Affectation dans les différents postes	()	(X)
Répartition de la charge de travail	()	(X)
Horaires de travail	()	(X)

Modalités du télé-travail et présence dans les locaux de travail	()	(X)
Remplacement des personnes absentes	()	(X)
Organisation des audiences	()	(X)
Autres	()	(X)

Commentaires - Si « autres », pouvez-vous préciser ? Pouvez-vous également donner des exemples concrets dans les différentes hypothèses évoquées ? Si la situation a changé depuis l'année de référence, merci de le préciser en commentaires.

061-9. Pour améliorer la parité dans l'accès aux différentes professions judiciaires et l'égalité dans la promotion ou dans l'accès aux fonctions de responsabilité, quelles sont, dans votre pays :

les mesures déjà mises en œuvre (veuillez préciser) : As to providing gender equality in the judiciary and improving women's access to justice, the judicial bodies of Ukraine cooperate with UN Women and the Ukrainian-Canadian Support to Judicial Reform Project in Ukraine.

Within implementation of observations of Ukraine's 8th periodic report to the UN Committee on Elimination of Discrimination against Women on the Implementation of the UN Convention on the Elimination of All Forms of Discrimination against Women, Ukraine was called upon to develop a system of gender indicators to improve the collection of data needed to adequately assess the impact of and programs aimed at gender equality.

In this respect, the Council of Judges of Ukraine adopted a decision of September 16, 2016 No. 65, which recommended that the State Judicial Administration of Ukraine facilitate the collection, analysis and dissemination of court statistics, disaggregated by gender, including the number of men and women among judges, presidents and deputy heads of courts, heads, deputy heads and staff of local, appellate courts.

The State Judicial Administration of Ukraine started activities towards analysing gender composition of judges and employees of local and appellate courts of Ukraine for informing society about the participation of women and men in the decision-making process in the judiciary of Ukraine.

After the adoption of the respective decision and starting from July 2018 the State Judicial Administration began to prepare and publish on its website Summary on the gender composition of the courts of appeal and local courts of Ukraine, the State Judicial Administration of Ukraine and its territorial departments every 6 months. 80 public servants of the State Judicial Administration also passed special trainings regarding the importance of application gender-oriented tools in the work of the judiciary (organized with support of the Canadian-Ukrainian Support to Judicial Report Project)

les mesures prévues (veuillez préciser) : -

Commentaires - Si la situation a changé depuis l'année de référence, merci de le préciser en commentaires -

061-10. Dans le système judiciaire de votre pays (en se basant éventuellement sur des évaluations, études ou rapports officiels), quelles sont les principales causes d'inégalités dans :

les procédures de recrutement (veuillez préciser) :

les procédures de promotion et l'accès aux fonctions de responsabilité (veuillez préciser) :

Commentaires - Si la situation a changé depuis l'année de référence, merci de le préciser en commentaires

NAP

061-11. Dans vos tribunaux, une attention particulière est-elle portée à la question de la parité vis-à-vis du public ou des usagers de la justice, notamment :

	Oui, veuillez préciser	Non
les magistrats ou personnel des tribunaux sont plus des hommes ou des femmes selon certains types d'affaires	()	(X)
la composition des audiences collégiales est toujours mixte	()	(X)
il existe des statistiques hommes/femmes concernant les personnes qui saisissent le tribunal/les victimes, les auteurs d'infractions, etc.	()	(X)

Commentaires - si vous avez des commentaires supplémentaires, veuillez préciser. Si la situation a changé depuis l'année de référence, merci de le préciser en commentaires .

3.5 Utilisation des technologies informatique dans les tribunaux

3.5.1 Politiques générales en matière de technologie informatique dans le système judiciaire

062-1. Principes de base et modèles utilisés dans la définition des politiques et stratégies relatives aux technologies informatiques

Organisation

Politiques et stratégies informatiques	<input checked="" type="checkbox"/> définies et coordonnées au niveau national par une institution <input type="checkbox"/> définies et coordonnées au niveau national conjointement par plusieurs institutions <input type="checkbox"/> définies et coordonnées au niveau des l'unité/ partie prenante <input type="checkbox"/> autre
TI Gouvernance informatique	<input checked="" type="checkbox"/> gouvernance au niveau national par une institution <input type="checkbox"/> gouvernance au niveau national conjointement par plusieurs institutions <input type="checkbox"/> organisées au niveau des l'unité/partie prenante <input type="checkbox"/> autre

Commentaires Information technology policies and strategies definition are determined by the State Judicial Administration of Ukraine.

065-1. Dans le cas où il existe une structure nationale qui est en charge de la politique et de la gouvernance stratégique concernant la modernisation du système judiciaire (en s'appuyant, notamment, sur l'informatique) quelle est la composition de cette structure ?

personnels administratifs, techniques et scientifiques seulement

équipes mixtes comprenant des personnels judiciaires (juges/procureurs/etc.) et des personnels administratifs/techniques/scientifiques

autres (préciser en commentaire)

Commentaires - (veuillez préciser si d'autres approches de modernisation ont été mises en œuvre)

065-2. Quel est le modèle d'organisation majoritairement retenu pour mener des projets structurels informatiques dans les tribunaux et la gestion des applications (maintenance, évolution) ?

	Conduite des nouveaux projets	Gestion des applications
Majoritairement par un service informatique avec l'appui de professionnels du domaine (juges, procureurs, personnel judiciaire non-juge, etc.)	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> No
Majoritairement par les professionnels du domaine (juges, procureurs, personnel judiciaire non-juge, etc.) en association avec un service informatique interne et/ou un prestataire externe	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> No
Autres approches (prestation externe uniquement – préciser en commentaire)	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> No

Commentaires - veuillez apporter des précisions également en cas d' « autres approches »

065-3. Existe-t-il un dispositif de détection et de valorisation des innovations en matière de technologies de l'information issues d'initiatives personnelles et/ou des tribunaux ?

Oui

(X) Non

Commentaires (précisez notamment les projets ayant connu des développements nationaux)

065-4. Avez-vous mesuré l'impact résultant de la mise en œuvre d'une ou de plusieurs des composantes de votre nouveau système d'information ?

() Oui

(X) Non

065-4-1. Si oui, avez-vous mesuré l'impact sur (multiples réponses possibles) :

- les processus opérationnels
- la charge de travail
- les ressources humaines
- les coûts
- autres, veuillez préciser

Commentaires (veuillez donner des exemples d'impact)

3.5.2 Sécurité du système d'information des tribunaux et protection des données à caractère personnel

065-5. Existe-t-il des audits indépendants ou autres mécanismes qui contribuent à la politique globale de sécurité concernant le système d'information judiciaire ?

() Oui

(X) Non

Commentaires (précisez notamment si des cadres nationaux de sécurité informatique existent)

065-6. Une législation assure-t-elle la protection des données à caractère personnel traitées par les tribunaux ?

(X) Oui

() Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser notamment : l'existence d'autorités spécifiquement en charge de la protection des données à caractère personnel ; l'étendue des droits conférés aux citoyens dans le cadre spécifique des logiciels utilisés par les tribunaux ; l'existence de contrôles ou de limitations par la loi en ce qui concerne le partage des bases de données traitées par les tribunaux avec d'autres administrations (police, etc.) In order to specify the human right guaranteed by Article 32 of the Constitution of Ukraine and determine the mechanisms for its implementation, on June 1, 2010 the Verkhovna Rada of Ukraine adopted the Law "On Protection of Personal Data", which entered into force on January 1, 2011. The subject of legal regulation of the Law "On Protection of Personal Data" is the legal relationship related to the protection of personal data during its processing. The control over the observance of the legislation on the protection of personal data in accordance with Article 23 of the Law "On Protection of Personal Data" is entrusted to the State Service of Ukraine for the Protection of Personal Data.

3.5.3 Bases de données centralisées d'aide à la décision

062-4. Existe-t-il une base de données nationale centralisée des décisions de justice (jurisprudence, etc.) ?

(X) Oui

() No

Commentaires <http://reyestr.court.gov.ua/>

062-4-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes :

	Pour les décisions de 1ère instance	Pour les décisions de 2ème instance	Pour les décisions de 3ème instance	Lien vers la jurisprudence CEDH	Données anonymisées	Base de données de jurisprudence disponible gratuitement en ligne	Ouverture de la base de données de jurisprudence en open data
Civile et/ou commerciale	(X) Oui pour tous les jugements () Oui pour certains jugements () Non	(X) Oui pour tous les jugements () Oui pour certains jugements () Non	(X) Oui pour tous les jugements () Oui pour certains jugements () Non	() Oui (X) Non	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Pénale	(X) Oui pour tous les jugements () Oui pour certains jugements () Non	(X) Oui pour tous les jugements () Oui pour certains jugements () Non	(X) Oui pour tous les jugements () Oui pour certains jugements () Non	() Oui (X) Non	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Administrative	(X) Oui pour tous les jugements () Oui pour certains jugements () Non	(X) Oui pour tous les jugements () Oui pour certains jugements () Non	(X) Oui pour tous les jugements () Oui pour certains jugements () Non	() Oui (X) Non	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non

Commentaires - si d'autres matières sont concernées, veuillez préciser :

062-6. Existe-t-il un fichier national informatisé centralisant les condamnations pénales?

() Oui

(X) Non

Commentaires There is no unified separate register of criminal convictions in Ukraine. The answer was different in the previous cycle because the question was interpreted in a wrong way.

062-6-1. Si oui, veuillez apporter les précisions suivantes :

- Mise en relation avec d'autres fichiers européens de même nature
- Contenu directement consultable par voie informatique par les juges et/ou les procureurs
- Contenu directement consultable à d'autres fins que pénales (matières civiles, administratives)

Commentaires - Veuillez préciser quelle est l'autorité délivrant l'accès

3.5.4 Outils d'assistance à la rédaction



062-7. Existe-t-il des outils d'aide à la rédaction dont le contenu est coordonné au niveau national ? (modèles ou bibliothèques de trames, paragraphes pré-rédigés, etc.)

- () Oui
(X) Non

Commentaires – si d'autres matières sont concernées, veuillez préciser

062-7-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes :

	Taux de disponibilité
Civile et/ou commerciale	<input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input checked="" type="checkbox"/> NA
Pénale	<input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input checked="" type="checkbox"/> NA
Administrative	<input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input checked="" type="checkbox"/> NA

062-8. Existe-t-il des outils de dictée vocale ?

- () Oui
(X) Non

Commentaires

062-8-1. Si oui, veuillez apporter les précisions suivantes :

	Disponibilité d'outils de dictée simples	Disponibilité d'outils d'enregistrement multiples	Fonction de reconnaissance vocale
Civile et/ou commerciale	<input type="checkbox"/> dans tous les tribunaux <input type="checkbox"/> dans la plupart des tribunaux <input type="checkbox"/> dans certains tribunaux / certaines phases pilotes <input type="checkbox"/> non disponible pour cette matière <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> dans tous les tribunaux <input type="checkbox"/> dans la plupart des tribunaux <input type="checkbox"/> dans certains tribunaux / certaines phases pilotes <input type="checkbox"/> non disponible pour cette matière <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Essai pilote <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA

Pénale	<input type="checkbox"/> dans tous les tribunaux <input type="checkbox"/> dans la plupart des tribunaux <input type="checkbox"/> dans certains tribunaux / certaines phases pilotes <input type="checkbox"/> non disponible pour cette matière <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> dans tous les tribunaux <input type="checkbox"/> dans la plupart des tribunaux <input type="checkbox"/> dans certains tribunaux / certaines phases pilotes <input type="checkbox"/> non disponible pour cette matière <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Essai pilote <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA
Administrative	<input type="checkbox"/> dans tous les tribunaux <input type="checkbox"/> dans la plupart des tribunaux <input type="checkbox"/> dans certains tribunaux / certaines phases pilotes <input type="checkbox"/> non disponible pour cette matière <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> dans tous les tribunaux <input type="checkbox"/> dans la plupart des tribunaux <input type="checkbox"/> dans certains tribunaux / certaines phases pilotes <input type="checkbox"/> non disponible pour cette matière <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Essai pilote <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA

062-9. Existe-t-il un site intranet au sein du système judiciaire pour la diffusion d'information/actualités ?

Taux de disponibilité :

- 100% - accessible à l'ensemble de l'appareil judiciaire
- 50-99% - accessible à la plupart des juges/procureurs dans toutes les instances
- 10-49% - dans certains tribunaux seulement
- 1-9% - dans un seul tribunal
- 0% (NAP) - Pas d'accès

NA

Commentaires <https://court.gov.ua/>

3.5.5 Technologies utilisées pour l'administration des tribunaux et la gestion des affaires

063-1. Existe-t-il un système de gestion informatisée des procédures judiciaires (CMS) ? (logiciel utilisé pour l'enregistrement des procédures judiciaires et leur gestion)

- Oui
- Non

Commentaires - si d'autres matières sont concernées, veuillez préciser

063-1-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes :

	Taux de déploiement	État d'avancement d'une affaire en ligne	Base de données centralisée ou interopérable	Dispositifs intégrés d'alertes préventives (pour une gestion dynamique des affaires)	Degré d'intégration/coconnexion d'un CMS avec un outil statistique
Civile et/ou commerciale	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> accessible aux parties <input checked="" type="checkbox"/> publication de la décision en ligne <input type="checkbox"/> les deux <input type="checkbox"/> non accessible <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Entièrement intégré, y compris BI <input type="checkbox"/> Intégré <input type="checkbox"/> Non intégré mais connecté <input checked="" type="checkbox"/> Pas du tout connecté <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Pénale	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> accessible aux parties <input checked="" type="checkbox"/> publication de la décision en ligne <input type="checkbox"/> les deux <input type="checkbox"/> non accessible <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Entièrement intégré, y compris BI <input type="checkbox"/> Intégré <input type="checkbox"/> Non intégré mais connecté <input checked="" type="checkbox"/> Pas du tout connecté <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Administrative	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> accessible aux parties <input checked="" type="checkbox"/> publication de la décision en ligne <input type="checkbox"/> les deux <input type="checkbox"/> non accessible <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Entièrement intégré, y compris BI <input type="checkbox"/> Intégré <input type="checkbox"/> Non intégré mais connecté <input checked="" type="checkbox"/> Pas du tout connecté <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

063-2. Registres informatisés gérés par des tribunaux

	Taux de déploiement	Données consolidées au niveau national	Service disponible en ligne	Module statistique intégré ou connecté
Registre foncier	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non

Registre relatif aux entreprises	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
---	---	---	---	---

Commentaires – si d'autres matières sont concernées, veuillez préciser Business registry is governed by the Ministry of Justice of Ukraine.

The Land registry is governed by the State Service of Ukraine for Geodesy, Cartography and Cadastre.

063-6. Systèmes informatisés de gestion budgétaire et financière des tribunaux

	Taux de déploiement de l'outil	Données consolidées au niveau national	Système communiquant avec d'autres ministères (des finances notamment)
Gestion budgétaire et financière des tribunaux	<input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input checked="" type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Gestion des frais de justice	<input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input checked="" type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Autres (préciser en commentaires)	<input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input checked="" type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non

Commentaires

063-7. Outils de mesure de la charge de travail des juges, procureurs et/ou personnels non-juge/ non-procureur (Outil permettant de quantifier l'activité des juges, procureurs et/ou personnels non-juge/ non-procureur – par exemple le nombre de dossiers traités)

Oui

Non

Commentaires

063-7-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes :

Taux de déploiement des outils	Données utilisées pour un pilotage au niveau national	Données utilisées pour un pilotage au niveau local	Outil intégré dans le CMS
--------------------------------	---	--	---------------------------

Pour les juges	<input type="checkbox"/> 100% <input checked="" type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Pour les procureurs	<input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input checked="" type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Pour le personnel non-juge/ non-procureur	<input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input checked="" type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

3.5.6 Technologies utilisées pour la communication entre les tribunaux, les professionnels et/ou les justiciables

064-2. Existe-t-il une possibilité de saisir des tribunaux par voie électronique ? (possibilité d'introduire une affaire par voie électronique, par exemple un courrier électronique ou un formulaire sur un site internet)

Oui

Non

Commentaires In accordance with the order of the State Judicial Administration of Ukraine 628 dated 22.12.2018 "On testing of the subsystem "E-court" in local and appellate courts", subsystem "E-court" began its work in test mode in all local and appellate courts of Ukraine since 22.12.2018.

E-court is available by the link <https://id.court.gov.ua/>

064-2-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes :

	Taux de disponibilité	Saisine papier obligatoire en parallèle	Cadre législatif spécifique autorisant la saisine	Outil intégré/connecté dans le CMS
Civile et/ou commerciale	<input type="checkbox"/> 100% <input checked="" type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Pénale	<input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input checked="" type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Administrative	<input type="checkbox"/> 100% <input checked="" type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
-----------------------	---	--	--	--

Commentaires - si d'autres matières sont concernées, veuillez préciser In 2017 changes to the Procedural Codes were adopted and submission of a case to courts by electronic means became possible.

064-3. Est-il possible de solliciter l'aide judiciaire par voie électronique ?

- Oui
 Non

Commentaires

064-3-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes :

	Solliciter l'aide judiciaire par voie électronique
Taux de disponibilité	<input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA
Formalisation de la demande par voie papier obligatoire en parallèle	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Cadre législatif spécifique encadrant les demandes d'attribution d'aide judiciaire par voie électronique	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
L'octroi de l'aide judiciaire est également électronique	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Information disponible dans le CMS	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

064-4. Est-il possible de transmettre des convocations à un rendez-vous judiciaire ou à une audience par voie électronique ? (un rendez-vous judiciaire désigne des phases préalables à une audience judiciaire, notamment en vue de médiation ou de conciliation)

- Oui
 Non

Commentaires

064-4-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes :

	Convocations générées par le CMS	Convocation papier obligatoire en parallèle	Consentement de l'utilisateur pour être avisé par voie électronique	Modalités (si autres préciser en commentaires)	Cadre législatif spécifique
Civile et/ou commerciale	[]	[]	[X]	[X] SMS [X] Courrier électronique [] Application informatique spécifique [] Autres	[X]
Pénale	[]	[]	[]	[] SMS [] Courrier électronique [] Application informatique spécifique [] Autres	[]
Administrative	[]	[]	[X]	[X] SMS [X] Courrier électronique [] Application informatique spécifique [] Autres	[X]

Commentaires

064-6. Existe-t-il des possibilités de communication électronique entre les tribunaux et les avocats et/ou les parties ? (envoi de fichiers électroniques et de données concernant une procédure judiciaire avec ou sans documents numérisés, essentiellement à des fins de suppression d'échanges papiers)

Communication entre le tribunal et les avocats représentant les parties

- (X) Oui
() Non

Communication entre le tribunal et les parties non représentées par un avocat

- (X) Oui
() Non

Commentaires

064-6-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes :

	Taux de déploiement de l'outil	Phases du procès concernées	Modalités (si différentes selon les phases du procès ou si autres, à préciser en commentaire)	Cadre législatif spécifique
Civile et/ou commerciale	<input type="checkbox"/> 100% <input checked="" type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) - pour cette matière <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Saisine d'une juridiction <input checked="" type="checkbox"/> Phases préparatoires à l'audience <input checked="" type="checkbox"/> Calendrier des audiences et/ou gestion des renvois <input type="checkbox"/> Transmission des décisions des tribunaux	<input type="checkbox"/> Courrier électronique <input type="checkbox"/> Application informatique spécifique <input checked="" type="checkbox"/> Autres	<input checked="" type="checkbox"/> Oui
Pénale	<input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) - pour cette matière <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Saisine d'une juridiction <input type="checkbox"/> Phases préparatoires à l'audience <input type="checkbox"/> Calendrier des audiences et/ou gestion des renvois <input type="checkbox"/> Transmission des décisions des tribunaux	<input type="checkbox"/> Courrier électronique <input type="checkbox"/> Application informatique spécifique <input type="checkbox"/> Autres	<input type="checkbox"/> Oui
Administrative	<input type="checkbox"/> 100% <input checked="" type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) - pour cette matière <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Saisine d'une juridiction <input checked="" type="checkbox"/> Phases préparatoires à l'audience <input checked="" type="checkbox"/> Calendrier des audiences et/ou gestion des renvois <input type="checkbox"/> Transmission des décisions des tribunaux	<input type="checkbox"/> Courrier électronique <input type="checkbox"/> Application informatique spécifique <input checked="" type="checkbox"/> Autres	<input checked="" type="checkbox"/> Oui

Commentaires "Other" in the section "Modalities" means electronic cabinet of the user.

Since 2018 the new system "Digital Court" started its work in a test regime. This system is implemented in majority of courts and in majority of matters on the communication with court. The user has to create electronic cabinet to get the access to the functions of the system. Through this cabinet user can share and receive documents from court and other participants of the proceedings. Also this cabinet contains information on schedule of hearings.

064-7. Modalités de communication électronique utilisées par des professionnels autres que les avocats (envoi de données électroniques concernant une procédure judiciaire avec ou sans

documents numérisés, essentiellement à des fins de suppression d'échanges papiers)

	Taux de déploiement de l'outil	Modalités (si différentes selon les actes ou si autres, à préciser en commentaire)	Cadre législatif spécifique
Agents chargés de l'exécution des décisions de justice (tels que définis dans les Q169 et suivantes)	<input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input checked="" type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Courrier électronique <input type="checkbox"/> Application informatique spécifique <input type="checkbox"/> Autres	<input type="checkbox"/> Oui
Notaires (tels que définis dans les Q192 et suivantes)	<input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input checked="" type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Courrier électronique <input type="checkbox"/> Application informatique spécifique <input type="checkbox"/> Autres	<input type="checkbox"/> Oui
Experts (tels que définis dans les Q202 et suivantes)	<input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input checked="" type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Courrier électronique <input type="checkbox"/> Application informatique spécifique <input type="checkbox"/> Autres	<input type="checkbox"/> Oui
Services de police judiciaire	<input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input checked="" type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Courrier électronique <input type="checkbox"/> Application informatique spécifique <input type="checkbox"/> Autres	<input type="checkbox"/> Oui

Commentaires

064-9. Existe-t-il des systèmes de traitement en ligne de contentieux spécialisés ? (contentieux de faible valeur, créances non contestées, phases préparatoires à la résolution d'un conflit familial, etc - veuillez préciser en commentaire)

() Oui

(X) Non

Commentaire : Veuillez décrire le système existant.

064-10. Vidéoconférence entre les tribunaux, les professionnels et/ou les usagers (concerne l'utilisation de dispositifs audiovisuels dans le cadre de procédures judiciaires tels que pour l'audition de parties, etc.).

(X) Oui

() Non

Commentaires

064-10-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes et de décrire en commentaires de

cette rubrique les cas d'usage concrets de la vidéoconférence et les bénéfices attendus (par exemple, utilisation de ce dispositif afin de réduire le nombre de transferts de détenus vers le tribunal) :

	Taux de déploiement	Phase de procédure	Cadre législatif spécifique
Civile et/ou commerciale	<input type="checkbox"/> 100% <input checked="" type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Préalable à l'audience <input checked="" type="checkbox"/> Durant l'audience <input type="checkbox"/> Postérieurement à l'audience	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Pénale	<input type="checkbox"/> 100% <input checked="" type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Préalable à l'audience <input checked="" type="checkbox"/> Durant l'audience <input type="checkbox"/> Postérieurement à l'audience	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Administrative	<input type="checkbox"/> 100% <input checked="" type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Préalable à l'audience <input checked="" type="checkbox"/> Durant l'audience <input type="checkbox"/> Postérieurement à l'audience	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non

Commentaires

064-11. Enregistrement d'auditions ou de débats (enregistrement sonore ou audiovisuel en phase d'instruction et/ou de jugement)

(X) Oui

() Non

Commentaires

064-11-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes :

	Taux de déploiement	Type d'enregistrement	Cadre législatif spécifique
Civile et/ou commerciale	<input type="checkbox"/> 100% <input checked="" type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Sonore <input type="checkbox"/> Vidéo <input type="checkbox"/> Les deux <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Pénale	<input type="checkbox"/> 100% <input checked="" type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Sonore <input type="checkbox"/> Vidéo <input checked="" type="checkbox"/> Les deux <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Administrative	<input type="checkbox"/> 100% <input checked="" type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Sonore <input type="checkbox"/> Vidéo <input type="checkbox"/> Les deux <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
-----------------------	---	--	--

064-12. La preuve électronique est-elle admissible ?

	Admissibilité de la preuve électronique	Cadre législatif
Civile et/ou commerciale	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> De droit commun seulement <input checked="" type="checkbox"/> De droit commun et spécialisé <input type="checkbox"/> De droit spécialisé seulement
Pénale	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> De droit commun seulement <input checked="" type="checkbox"/> De droit commun et spécialisé <input type="checkbox"/> De droit spécialisé seulement
Administrative	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> De droit commun seulement <input checked="" type="checkbox"/> De droit commun et spécialisé <input type="checkbox"/> De droit spécialisé seulement

Commentaires In 2017 changes to the Procedural Codes were adopted where the electronic evidences became admissible.

3.6. Performance et évaluation

3.6.1. Politiques nationales déclinées dans les tribunaux / les services du ministère public

066. Existe-t-il des normes de qualité définies pour le système judiciaire au niveau national (existe-t-il un système de qualité et/ou une politique de qualité de la justice) ?

Oui

Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

067. Existe-t-il des personnels spécialisés responsables de la mise en œuvre de ces normes de qualité élaborées au niveau national?

	Oui / Non
dans les tribunaux	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non

dans les services du ministère public

() Oui

(X) Non

Commentaires The State Judicial Administration of Ukraine analyses the evaluation information published and sent by the courts.

3.6.2.Objectifs de performance et de qualité au niveau des tribunaux / des services du ministère public

077. Concernant l'activité des tribunaux, avez-vous défini des indicateurs de performance et de qualité ?

(X) Oui

() Non

Commentaires

078. Si oui, veuillez préciser les principaux indicateurs de performance et de qualité qui ont été définis pour les tribunaux :

[X] nombre de nouvelles affaires

[X] durée des procédures (délais)

[X] nombre d'affaires terminées

[X] nombre d'affaires pendantes

[X] stocks d'affaires

[X] productivité des juges et des personnels des tribunaux

[X] satisfaction du personnel des tribunaux

[X] satisfaction des usagers (au regard des services rendus par les tribunaux)

[X] coûts des procédures judiciaires

[X] nombre de recours

[X] taux de recours

[X] clearance rate

[X] disposition time

[] autre (veuillez préciser) :

Commentaires

077-1. Concernant l'activité des services du ministère public, avez-vous défini des indicateurs de performance et de qualité ?

(X) Oui

() Non

Commentaires

078-1. Si oui, veuillez préciser les principaux indicateurs de performance et de qualité qui ont été définis pour les services du ministère public:

[X] nombre de nouvelles affaires

- durée des procédures (délais)
- nombre d'affaires terminées
- nombre d'affaires pendantes
- stocks d'affaires
- productivité des procureurs et des personnels des ministères publics
- satisfaction du personnel des services du ministère public
- satisfaction des usagers (au regard des services rendus par les ministères publics)
- coûts des procédures judiciaires
- clearance rate
- disposition time
- pourcentage de condamnations et d'acquittements
- autre (veuillez préciser) : violations of constitutional rights, compensation for damages caused by criminal offenses

Commentaires

073. Existe-t-il un système d'évaluation régulière de la performance des tribunaux basé principalement sur les indicateurs définis?

- Oui
- Non

Commentaires

073-0. Si oui, veuillez préciser à quelle fréquence ?

- Annuelle
- Moins fréquente
- Plus fréquente

Commentaires - Si l'évaluation est «moins fréquente » ou «plus fréquente », veuillez préciser : The analysis is conducted every six months and every year according to basic indicators approved.

073-1. Cette évaluation de l'activité du tribunal est-elle utilisée pour l'allocation ultérieure des ressources au sein de ce tribunal ?

- Oui
- Non

Commentaires

073-2. Si oui, quelles mesures sont prises?

- Identification des causes de l'amélioration ou de la détérioration de la performance
- Réaffectation des ressources (ressources humaines/financières en fonction de la performance)
- Réorganisation des procédures internes pour accroître l'efficacité
- Autre (veuillez préciser) :

Commentaires

073-3. Existe-t-il un système d'évaluation régulière de la performance des services du ministère public basé principalement sur les indicateurs définis?

Oui

Non

Commentaires

073-4. Si oui, veuillez préciser à quelle fréquence ?

Annuelle

Moins fréquente

Plus fréquente

Commentaires - Si l'évaluation est «moins fréquente » ou «plus fréquente », veuillez préciser : Prosecutors' offices inform the society about their activities at least twice a year by means of mass media reports.

073-5. Cette évaluation de l'activité des services du ministère public est-elle utilisée pour l'allocation ultérieure des ressources au sein des services du ministère public ?

Oui

Non

Commentaires Currently, the main factor in budgeting within the prosecutor's office is the available financial resources and staffing.

073-6. Si oui, quelles mesures sont prises?

Identification des causes de l'amélioration ou de la détérioration de la performance

Réaffectation des ressources (ressources humaines/financières en fonction de la performance)

Réorganisation des procédures internes pour accroître l'efficacité

Autre (veuillez préciser) :

Commentaires

079. Quelle est l'autorité chargée d'évaluer la performance des tribunaux (réponses multiples possible) :

Conseil Supérieur de la Magistrature

Ministère de la Justice

Organe d'inspection

Cour Suprême

Organe d'audit extérieur

Autre (veuillez préciser) :State Judicial Administration the Council of Judges of Ukraine

Commentaires The State Judicial Administration and the Council of Judges of Ukraine

079-1. Quelle est l'autorité chargée d'évaluer la performance des services du ministère public (réponses multiples possible) :

Conseil supérieur des procureurs

Ministère de la Justice

- Chef de l'unité organisationnelle ou supérieur hiérarchique
- Procureur général /Procureur de la République
- Organe d'audit extérieur
- Autre (veuillez préciser) :

Commentaires

3.6.3.Mesure de l'activité des tribunaux / des services du ministère public

070. Existe-t-il un système de suivi régulier des activités des tribunaux (performance et qualité) :

- nombre de nouvelles affaires
- durée des procédures (délais)
- nombre d'affaires terminées
- nombre d'affaires pendantes
- stocks d'affaires
- productivité des juges et des personnels des tribunaux
- satisfaction du personnel des tribunaux
- satisfaction des usagers (au regard des services rendus par les tribunaux)
- coûts des procédures judiciaires
- nombre de recours
- taux de recours
- clearance rate
- disposition time
- autre (veuillez préciser) :please see below

Commentaires

070-1. Existe-t-il un système de suivi régulier des activités des services du ministère public (performance et qualité) :

- nombre de nouvelles affaires
- durée des procédures (délais)
- nombre d'affaires terminées
- nombre d'affaires pendantes
- stocks d'affaires
- productivité des procureurs et des personnels des ministères publics
- satisfaction du personnel des services du ministère public
- satisfaction des usagers (au regard des services rendus par le ministère public)
- coûts des procédures judiciaires
- clearance rate
- disposition time
- pourcentage de condamnations et d'acquittements

[X] autre (veuillez préciser) :violations of constitutional rights, compensation for damages caused by criminal offenses

Commentaires Reporting, in particular, includes information on the movement and results of the pre-trial investigation (number of criminal proceedings investigated, including indictments, motions and closed proceedings, data on the timing of the pre-trial investigation, detained and released persons, violations of constitutional rights, compensation for damages caused by criminal offenses)

071. Existe-t-il un mécanisme permettant de suivre le nombre d'affaires pendantes et les affaires qui ne sont pas traitées dans un délai raisonnable (arriéré):

[X] en matière civile

[X] en matière pénale

[X] en matière administrative

Commentaires This issue is monitored within the Court Performance Evaluation Framework, developed by the working group on the development of court quality assurance systems approved by the Council of Judges of Ukraine.

072. Existe-t-il un mécanisme permettant de surveiller les temps morts durant les procédures judiciaires ?

	Oui (Si oui, veuillez préciser)	Non
dans les tribunaux	(X)	()
dans les services du ministère public	()	(X)

Commentaires This issue is monitored within the Court Performance Evaluation Framework, developed by the working group on the development of court quality assurance systems approved by the Council of Judges of Ukraine.

3.6.4. Information sur l'activité des tribunaux / des services du ministère public

080. Existe-t-il une institution centralisée responsable de la collecte de données statistiques concernant le fonctionnement des tribunaux ?

(X) Oui (veuillez préciser le nom et les coordonnées de cette institution) :State Judicial Administration

() Non

Commentaires

080-1. Est-ce que cette institution publie sur internet des statistiques sur le fonctionnement de chaque tribunal:

(X) Oui, sur internet

() Non, seulement en interne (sur un site intranet)

() Non

Commentaires

080-2. Existe-t-il une institution centralisée responsable de la collecte de données statistiques concernant le fonctionnement des services du ministère public?

(X) Oui (veuillez préciser le nom et les coordonnées de cette institution) :the Prosecutor General's Office of Ukraine

Non

Commentaires

080-3. Est-ce que cette institution publie sur internet des statistiques sur le fonctionnement de chaque service du ministère public?

Oui, sur internet

Non, seulement en interne (sur un site intranet)

Non

Commentaires

081. Les tribunaux individuels doivent-ils établir un rapport annuel d'activités (qui présente par exemple le nombre d'affaires terminées, d'affaires pendantes, le nombre de juges et de personnels administratifs, les objectifs à atteindre et un bilan d'évaluation) ?

Oui

Non

Commentaires - Si oui, veuillez décrire le contenu du rapport et son public (c'est-à-dire à qui le rapport est-il destiné) :

081-1. Si oui, veuillez préciser sous quelle forme ce rapport est diffusé:

Internet

Intranet

Diffusion papier

Commentaires

081-2. Si oui, veuillez préciser la fréquence à laquelle le rapport est diffusé :

Annuelle

Moins fréquente

Plus fréquente

Commentaires Every 6 months and every year

081-3. Les services du ministère public doivent-ils établir un rapport annuel d'activités (qui présente par exemple des données sur le nombre d'affaires entrantes, le nombre de décisions, le nombre de procureurs et de personnel administratif, des objectives et une évaluation de l'activité)?

Oui

Non

Commentaires - Si oui, veuillez décrire le contenu du rapport et son public (c'est-à-dire à qui le rapport est-il destiné) : These reports include the results of representative work in the field of protection of the interests of the state, data on the supervision of law compliance by bodies conducting pre-trial investigation and investigative activity, the participation of the prosecutor in the judicial review of criminal proceedings and review of court decisions, supervision of compliance with the law in criminal cases, international legal cooperation in criminal proceedings, consideration of appeals, requests for information, as well as coverage of the activities of the prosecution bodies. Reporting, in particular, includes information on the movement and results of the pre-trial investigation (number of criminal proceedings investigated, including indictments, motions and closed proceedings, data on the timing of the pre-trial investigation, detained and released persons, violations of constitutional rights, compensation for damages caused by criminal offenses)

081-4. Si oui, veuillez préciser sous quelle forme ce rapport est diffusé:

Internet

Intranet

Diffusion papier

Commentaires

081-5. Si oui, veuillez préciser la fréquence à laquelle le rapport est diffusé :

Annuelle

Moins fréquente

Plus fréquente

Commentaires According to the results of the work for the six months and the year, on 35-day of the reporting period, consolidated reports on prosecutorial and investigative work in paper form are submitted to the central body of executive power, which implements the state policy in the field of statistics - State Statistics Service of Ukraine.

3.6.5 Administration des tribunaux

082. Existe-t-il une structure ou des processus de concertation entre le ministère public et les tribunaux à propos de la manière dont les affaires sont présentées et organisées devant les juridictions (par exemple organisation, nombre et calendrier des audiences, permanences pour les affaires urgentes, choix des modes simplifiés de poursuites....) ?

Oui

Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

082-1. Existe-t-il en général une structure ou des processus de concertation entre les avocats et les tribunaux à propos de la manière dont les affaires sont présentées et organisées devant les juridictions en matière non pénale (par exemple organisation, nombre et calendrier des audiences, permanences pour les affaires urgentes).

Oui

Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

3.6.6 Performance et évaluation des juges et des procureurs

083. Existe-t-il des objectifs quantitatifs de performance définis pour chaque juge (par exemple le nombre d'affaires résolues en un mois ou une année) ?

Oui

Non

Commentaires

083-1. Veuillez préciser qui fixe les objectifs individuels pour chaque juge :

Pouvoir exécutif (par exemple ministère de la Justice)

Pouvoir législatif

Pouvoir judiciaire (par exemple le Conseil supérieur de la magistrature, la Cour suprême)

Président de la juridiction

Autre (veuillez préciser) :

Commentaires

114. Existe-t-il un système d'évaluation individuelle qualitative de l'activité professionnelle du juge ?

Oui

Non

Commentaires

114-1. Si oui, veuillez préciser la fréquence de cette évaluation :

Annuelle

Moins fréquente

Plus fréquente

083-2. Existe-t-il des objectifs quantitatifs de performance définis pour chaque procureur (par exemple le nombre d'affaires résolues en un mois ou une année) ?

Oui

Non

Commentaires

083-3. Veuillez préciser qui fixe les objectifs individuels pour chaque procureur :

Pouvoir exécutif (par exemple Ministère de la Justice)

Procureur général /Procureur de la République

Conseil supérieur des procureurs

Chef de l'unité organisationnelle ou supérieur hiérarchique

Autre (veuillez préciser) :NAP

Commentaires

120. Existe-t-il un système d'évaluation individuelle qualitative de l'activité professionnelle du procureur ?

Oui

Non

Commentaires

120-1. Si oui, veuillez préciser la fréquence de cette évaluation

Annuelle

Moins fréquente

() Plus fréquente

Commentaires

C4. Veuillez indiquer les sources utilisées pour répondre aux questions de ce chapitre :

Sources : The legislation of Ukraine

4. Procès équitable

4.1. Principes

4.1.1. Principes du procès équitable

084. Pourcentage de jugements par défaut de première instance en matière pénale (affaires dans lesquelles le suspect n'est ni présent ni représenté par un avocat durant l'audience) ?

[]

[] NA

[X] NAP

Commentaires - Veuillez indiquer la méthode de calcul utilisée :

085. Existe-t-il une procédure permettant la récusation effective d'un juge si une partie estime qu'il n'est pas impartial ?

(X) Oui

() Non

Commentaires - Veuillez brièvement préciser:

085-1. Ratio entre le nombre total de procédures de récusations initiées et le nombre de récusations qui ont abouti (au cours de l'année de référence) :

[]

[X] NA

Commentaires

086. Existe-t-il dans votre pays un système de suivi des violations relatives à l'article 6 de la Convention Européenne des Droits de l'Homme ?

[X] Pour les procédures civiles (non-exécution)

[X] Pour les procédures civiles (durée)

[X] Pour les procédures pénales (durée)

[] NAP

Commentaires - Veuillez préciser quelles sont les modalités de ce dispositif de suivi (information sur les violations constatées par la Cour Européenne des droits de l'Homme au niveau de l'Etat/au niveau des tribunaux ; mise en place de dispositifs internes pour prévenir

d'autres violations (similaires) et s'il permet de mesurer une évolution des violations constatées):

086-1. Existe-t-il dans votre pays une possibilité de réexamen de l'affaire après un constat de violation par la Cour Européenne des droits de l'Homme ?

Oui

Non

NAP

Commentaires

D1. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions dans ce chapitre.

Sources : Law of Ukraine on the implementation of decisions and application of case-law of the European Court of Human Rights; Regulation on the Government Agent of Ukraine before European Court of Human Rights, approved by the Cabinet of Ministers of Ukraine of May 31, 2006 N 784

4.2. Durée des procédures

4.2.1. Informations générales

087. Existe-t-il des procédures spécifiques pour les affaires urgentes :

en matière civile

en matière pénale

en matière administrative

Il n'y a pas de procédure spécifique pour les affaires urgentes

Commentaires - Si oui, veuillez préciser : Civil and Commercial law are separate branches of law in Ukraine.

In 2017 the amendments to the procedural codes on administrative, civil and commercial law were made. The main novelty was the introduction within these branches of law a simplified procedure for cases of low complexity and high priority. It was aimed to ensure the reasonable time of case consideration and reduction of the caseload of courts. That caused the difference in answers for 2016 and 2018.

088. Existe-t-il des procédures simplifiées :

en matière civile (petits litiges)

en matière pénale (infractions mineures)

en matière administrative

Il n'y a pas de procédure simplifiée

Commentaires - Si oui, veuillez préciser : The commercial cases may also be considered within a simplified procedure.

The difference in answers for 2016 and 2018 is caused by amendments to procedural codes in 2017 (please see Q087), when in addition to earlier existed writ proceedings (see in general comments) a simplified procedure as a separate type of procedure was introduced.

088-1. Pour ces procédures simplifiées, les juges peuvent-ils rendre des jugements par oral, accompagnés du dispositif écrit, et sans la motivation complète du jugement ?

affaires civiles

affaires pénales

[] affaires administratives

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

089. Les tribunaux et les avocats ont-ils la possibilité de conclure des accords sur les modalités de traitement des affaires (présentation des dossiers, fixation des délais accordés aux avocats pour soumettre leurs conclusions et des dates d'audience) ?

() Oui

(X) Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

4.2.2. Gestion des flux d'affaires – première instance



091. Tribunaux de 1ère instance : nombre total d'affaires "autres que pénales"

	Affaires pendantes au 1er janvier année de réf.	Nouvelles affaires	Affaires terminées	Affaires pendantes au 31 décembre année de réf.	Affaires pendantes depuis plus de 2 ans à compter de la date à laquelle l'affaire est portée devant les tribunaux de 1ère instance
Nombre total d'affaires "autres que pénales" (1 + 2 + 3 + 4)	312 888 [] NA [] NAP	1 611 451 [] NA [] NAP	1 579 794 [] NA [] NAP	344 545 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
1. Affaires civiles (et commerciales) contentieuses (dont les affaires contentieuses relatives à l'exécution, si possible sans les affaires administratives, v. catégorie 3)	220 554 [] NA [] NAP	704 966 [] NA [] NAP	684 268 [] NA [] NAP	241 252 [] NA [] NAP	6 158 [] NA [] NAP
2. Affaires non contentieuses (2.1+2.2+2.3)	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
2.1. Affaires civiles (et commerciales) générales non contentieuses, par exemple des créances incontestées, de requêtes en changement de nom, les affaires non contentieuses relatives à l'exécution etc. (si possible sans les affaires administratives, v. catégorie 3 ; sans les affaires non contentieuses relatives à un registre et/ou autres affaires, v. catégories 2.2 et 2.3)	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP

2.2. Affaires liées aux registres (2.2.1+2.2.2+2.2.3)	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
2.2.1. Affaires non contentieuses relatives au registre foncier	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
2.2.2. Affaires non contentieuses relatives au registre du commerce	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
2.2.3. Autres affaires liées aux registres	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
2.3. Autres affaires non contentieuses	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
3. Affaires administratives	51 119 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	148 214 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	149 362 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	49 971 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	369 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
4. Autres affaires	41 215 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	758 271 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	746 164 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	53 322 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires Such a number of cases pending on 31 December is caused by the overall lack of judges in the judicial system. After the introduction of certain measures aimed at raising the transparency and integrity of work of Ukrainian judges in the framework of judicial reform demanded by the Ukrainian society, the whole judicial corps had to go through a thorough evaluation procedure as part of either qualification evaluation of judges for compliance with the position held or competition for the vacant position. One of its stages - interview with a Members of the High Qualification Commission of Judges of Ukraine - is broadcast online. In addition, the filling of the positions became possible only via the public transparent procedure on a competitive basis. Furthermore, judges now have to file not only the financial declaration but also a declaration of family ties and declaration of integrity. Also, the judicial dossier (which also is open via the Internet for the public, except personal data) within competitions was introduced. The additional stage of career procedures became psychological testing, implemented by an international outsourcing company. The public society also takes part in the procedure of evaluation of the candidates, except the competition to the High Anti-Corruption Court, through the Public Integrity Council (PIC). If the judge or the candidate to judicial position get the PIC's negative opinion, it had to be overruled by 11 votes of the Members of the High Qualification Commission of Judges of Ukraine (HQCJU), which makes the public society a part of the administrative procedure. In case of competition to the High Anticorruption Court, the assistance to the HQCJU is exercised by the Public Council of International Experts. After the introduction of reform novelties in 2016, around 20% of judges resigned on their own will. In 2017 this number reached about 30%. Simultaneously with the process of "purification", the judicial authorities take all the possible efforts to fill the vacancies. For instance, from 2016 there has been held 2 competitions to the Supreme Court (120 and 78 positions accordingly), High Anti-Corruption Court and its Appellate Chamber (39 positions), selection for 600 vacant positions of judges and then the competition to local general courts for 505 positions. The HQCJU still has to complete the competition to the High Court for Intellectual Property and its Appellate Chamber (30 positions), competitions for 54 positions of local administrative courts and 22 positions of local commercial courts, competitions for 7 judicial positions in Donetsk and Luhansk regions, competition for 346 judicial positions of appellate courts, competition for 35 vacant judicial positions in local courts, which already have been initiated.

092. Si les tribunaux traitent des "affaires civiles (et commerciales) non contentieuses", veuillez indiquer les catégories incluses :

. NAP

093. Si "autres affaires", veuillez indiquer les catégories incluses :

. The "Other cases" include the number of cases on administrative offences.

094. Tribunaux de 1ère instance : nombre d'affaires pénales.

	Affaires pendants au 1er janvier année de réf.	Nouvelles affaires	Affaires terminées	Affaires pendants au 31 décembre année de réf.	Affaires pendants depuis plus de 2 ans à compter de la date à laquelle l'affaire est portée devant les tribunaux de 1ère instance
Nombre total d'affaires pénales (1+2+3)	63 145 [] NA [] NAP	131 494 [] NA [] NAP	111 744 [] NA [] NAP	82 895 [] NA [] NAP	8 161 [] NA [] NAP
1. Infractions graves	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
2. Infractions mineures	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
3. Autres affaires	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP

Commentaires - Si vous ne pouvez pas faire la distinction entre les infractions mineures et les infractions graves (selon les définitions de la CEPEJ), veuillez indiquer les catégories d'affaires reportées dans la catégorie « infractions graves » et les affaires reportées dans la catégorie « infractions mineures ». Si « autres affaires », veuillez préciser. Regarding existing discrepancy with the previous cycle, please see the explanations about the reasons in the comments to the Q091.

4.2.3. Gestion des flux d'affaires – seconde instance

097. Tribunaux de 2ème instance (appel) : Nombre d'affaires « autres que pénales »

	Affaires pendants au 1er janvier année de réf.	Nouvelles affaires	Affaires terminées	Affaires pendants au 31 décembre année de réf.	Affaires pendants depuis plus de 2 ans à compter de la date à laquelle l'affaire est portée devant les tribunaux de 2ème instance
Nombre total d'affaires "autres que pénales" (1 + 2 + 3 + 4)	34 306 [] NA [] NAP	229 513 [] NA [] NAP	198 067 [] NA [] NAP	65 752 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP

1. Affaires civiles (et commerciales) contentieuses (dont les affaires contentieuses relatives à l'exécution, si possible sans les affaires administratives, v. catégorie 3)	21 134 [] NA [] NAP	109 849 [] NA [] NAP	92 518 [] NA [] NAP	38 465 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
2. Affaires non contentieuses (2.1+2.2+2.3)	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
2.1. Affaires civiles (et commerciales) générales non contentieuses, par exemple des créances incontestées, de requêtes en changement de nom, les affaires non contentieuses relatives à l'exécution etc. (si possible sans les affaires administratives, v. catégorie 3 ; sans les affaires non contentieuses relatives à un registre et/ou autres affaires, v. catégories 2.2 et 2.3)	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
2.2. Affaires liées aux registres (2.2.1+2.2.2+2.2.3)	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
2.2.1. Affaires non contentieuses relatives au registre foncier	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
2.2.2. Affaires non contentieuses relatives au registre du commerce	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
2.2.3. Autres affaires liées aux registres	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
2.3. Autres affaires non contentieuses	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
3. Affaires administratives	11 249 [] NA [] NAP	95 155 [] NA [] NAP	83 472 [] NA [] NAP	22 932 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
4. Autres affaires	1 923 [] NA [] NAP	24 509 [] NA [] NAP	22 077 [] NA [] NAP	4 355 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP

Commentaires - Si « autres affaires », veuillez préciser. The "Other cases" include the number of cases on administrative offences. Regarding existing discrepancy with the previous cycle, please see the explanations about the reasons in the comments to the Q091.

098. Tribunaux de 2ème instance (appel) : nombre d'affaires pénales.

	Affaires pendants au 1er janvier année de réf.	Nouvelles affaires	Affaires terminées	Affaires pendants au 31 décembre année de réf.	Affaires pendants depuis plus de 2 ans à compter de la date à laquelle l'affaire est portée devant les tribunaux de 2ème instance
Nombre total d'affaires pénales (1+2+3)	6 858 [] NA [] NAP	31 350 [] NA [] NAP	22 314 [] NA [] NAP	15 894 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
1. Infractions graves	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
2. Infractions mineures	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
3. Autres affaires	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP

Commentaires - Si vous ne pouvez pas faire la distinction entre les infractions mineures et les infractions graves (selon les définitions de la CEPEJ), veuillez indiquer les catégories d'affaires reportées dans la catégorie « infractions graves » et les affaires reportées dans la catégorie « infractions mineures ». Si « autres affaires », veuillez préciser. Regarding existing discrepancy with the previous cycle, please see the explanations about the reasons in the comments to the Q091.

4.2.4. Gestion des flux d'affaires – Cour suprême

099. Cour suprême : nombre d'affaires « autres que pénales »

	Affaires pendants au 1er janvier année de réf.	Nouvelles affaires	Affaires terminées	Affaires pendants au 31 décembre année de réf.	Affaires pendants depuis plus de 2 ans à compter de la date à laquelle l'affaire est portée devant la Cour suprême
Nombre total d'affaires "autres que pénales" (1 + 2 + 3 + 4)	7 227 [] NA [] NAP	139 052 [] NA [] NAP	80 257 [] NA [] NAP	66 022 [] NA [] NAP	0 [] NA [] NAP
1. Affaires civiles (et commerciales) contentieuses (dont les affaires contentieuses relatives à l'exécution, si possible sans les affaires administratives, v. catégorie 3)	1 826 [] NA [] NAP	67 198 [] NA [] NAP	41 799 [] NA [] NAP	27 225 [] NA [] NAP	0 [] NA [] NAP
2. Affaires non contentieuses (2.1+2.2+2.3)	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP

2.1. Affaires civiles (et commerciales) générales non contentieuses, par exemple des créances incontestées, de requêtes en changement de nom, les affaires non contentieuses relatives à l'exécution etc. (si possible sans les affaires administratives, v. catégorie 3 ; sans les affaires non contentieuses relatives à un registre et/ou autres affaires, v. catégories 2.2 et 2.3)	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
2.2. Affaires liées aux registres (2.2.1+2.2.2+2.2.3)	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
2.2.1. Affaires non contentieuses relatives au registre foncier	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
2.2.2. Affaires non contentieuses relatives au registre du commerce	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
2.2.3. Autres affaires liées aux registres	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
2.3. Autres affaires non contentieuses	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
3. Affaires administratives	5 401 [] NA [] NAP	71 854 [] NA [] NAP	38 458 [] NA [] NAP	38 797 [] NA [] NAP	0 [] NA [] NAP
4. Autres affaires	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP

Commentaires - Si « autres affaires », veuillez préciser. The increase of unresolved cases by the Supreme Court (SC) is caused by its reformation within the judicial reform. After the Constitutional amendments in part of justice in 2016, the first competition to the new SC (120 positions) was held and the first 118 judges started working from 15 December 2017. The decrease with the numbers on 1 January 2018 comparing the numbers for 31 December 2016 is caused by the need of transferring the cases from the liquidated High Specialized Courts to the new Supreme Court, which took some time and had been lasting until June 2018. Thus, the numbers for 1 January 2018 represents the numbers of transferred cases the new Supreme Court managed to register within the first 15 days of its work. Please also see the general explanations to the existing discrepancy with the previous cycle in the comments to the Q091. As the court is new it had no pending cases older than 2 years for 31 December 2018.

099-1. Existe-t-il une procédure d'irrecevabilité manifeste au niveau de la Cour suprême?

(X) Oui

() Non

Commentaires

099-1-1. Si oui, veuillez indiquer le nombre :

d'affaires reçues par la Cour suprême ? [0]

d'affaires classées par cette procédure ? [0]

Commentaires The number of cases received and closed within the respective procedure is NA.

100. Cour suprême: nombre d'affaires pénales.

	Affaires pendants au 1er janvier année de réf.	Nouvelles affaires	Affaires terminées	Affaires pendants au 31 décembre année de réf.	Affaires pendants depuis plus de 2 ans à compter de la date à laquelle l'affaire est portée devant la Cour suprême
Nombre total d'affaires pénales (1+2+3)	548 [] NA [] NAP	15 227 [] NA [] NAP	9 204 [] NA [] NAP	6 571 [] NA [] NAP	0 [] NA [] NAP
1. Infractions graves	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
2. Infractions mineures	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
3. Autres affaires	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP

Commentaires - Si vous ne pouvez pas faire la distinction entre les infractions mineures et les infractions graves (selon les définitions de la CEPEJ), veuillez indiquer les catégories d'affaires reportées dans la catégorie « infractions graves » et les affaires reportées dans la catégorie « infractions mineures ». Si « autres affaires », veuillez préciser. Regarding existing discrepancy with the previous cycle, please see the explanations about the reasons in the comments to the Q091 and Q099.

4.2.5. Gestion des flux d'affaires et durées – affaires spécifiques

101. Nombre d'affaires de divorce contentieux, licenciement, faillite, vol avec violence, homicide volontaire, relatives aux demandeurs d'asile et relatives au droit de l'entrée et du séjour des étrangers reçues et traitées par les tribunaux de 1ère instance.

	Affaires pendants au 1er janvier année de réf.	Affaires nouvelles	Affaires terminées	Affaires pendants au 31 décembre année de réf.
Divorce contentieux	18 147 [] NA [] NAP	116 544 [] NA [] NAP	110 756 [] NA [] NAP	23 935 [] NA [] NAP
Licenciement	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
Faillite	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	1 368 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
Vol avec violence	3 886 [] NA [] NAP	5 341 [] NA [] NAP	4 558 [] NA [] NAP	4 669 [] NA [] NAP

Homicide volontaire	1 981 [] NA [] NAP	1 660 [] NA [] NAP	1 275 [] NA [] NAP	2 366 [] NA [] NAP
Affaires relatives aux demandeurs d'asile (statut de réfugié en application de la Convention de Genève de 1951)	232 [] NA [] NAP	535 [] NA [] NAP	480 [] NA [] NAP	287 [] NA [] NAP
Affaires relatives au droit de l'entrée et du séjour des étrangers	49 [] NA [] NAP	1 991 [] NA [] NAP	1 979 [] NA [] NAP	61 [] NA [] NAP

Commentaires Numbers in section "Cases relating to the right of entry and stay for aliens" concerns exclusion of foreigners and apatrides outside the territory of Ukraine. In the context of the raised number of unresolved cases at the end of the year, please see the explanations about the reasons in the comments to the Q091.

101-1. Pouvez-vous décrire succinctement le dispositif de votre pays traitant des recours juridictionnels relatifs aux demandeurs d'asile (statut de réfugié en application de la Convention de Genève de 1951) et au droit de l'entrée et du séjour des étrangers :

. The Law of Ukraine "On Refugees and Persons in Need of Subsidiary Protection or Asylum" determines the procedure for regulating social relations in the area of granting the status of a refugee, a person in need of subsidiary protection, or person in need of asylum; the loss or withdrawal of such status; and for establishing the legal status of refugees, persons in need of subsidiary protections and persons granted asylum in Ukraine.

Chapter IV of the Law is dedicated to asylum.

In case of mass arrival of people to the territory of Ukraine from a country that shares a border with Ukraine, due to external aggression, foreign occupation, civil war, conflicts on the grounds of ethnicity, natural or man-made emergencies, or other events that disrupt public order in a certain part or entire territory of their country of origin, the Cabinet of Ministers of Ukraine, by recommendation of the State Migration Service of Ukraine, adopts a resolution on granting asylum to such arrivals. The issue of receiving by people in need of asylum, determining places for their accommodation, the procedure of their registration and ensuring their livelihood, and the financing, are regulated by the Cabinet of Ministers of Ukraine. Asylum is granted to people by the Cabinet of Ministers of Ukraine until the cessation of circumstances in their country of origin that have forced them to arrive to the territory of Ukraine, but for a term that does not exceed one year. The duration of asylum can be extended, but for a term that does not exceed one year. The State Migration Service of Ukraine issues for each adult person that is part of the people who have been granted asylum an identification certificate of a person who has been granted asylum in Ukraine (Article 18 of the Law).

According to Article 19 of the Law, persons who have been granted asylum are foreigners or stateless persons that legally stay on the territory of Ukraine for the duration of the circumstances that have led to the granting of asylum.

The rights and obligations of persons granted asylum are established by Articles 20 and 21 of the Law.

1. Persons who have been granted temporary protection have the right to:

- free accommodation in suitable places for temporary stay. Requirements for places of temporary stay of persons who have been granted temporary protection shall be established by the Cabinet of Ministers of Ukraine. The list of places for temporary stay of persons granted temporary protection, and the procedure for the maintenance of such places shall be determined by the Cabinet of Ministers of Ukraine taking into account the proposals of the executive authorities and local self-government bodies;
- provision of adequate nutrition, medicines, clothes, taking into account the special needs of children, including newborns, people with diseases, the elderly;
- obtaining work in Ukraine for the term for which temporary protection was granted;
- receive cash assistance if they do not have other income in Ukraine;
- freedom of movement through the territory of Ukraine under the same conditions as determined by the laws of Ukraine for foreigners and stateless persons who are legally in the territory of Ukraine;
- free emergency medical care in state health care institutions;
- voluntary return to the country of origin;

- submission of an application for recognition as a refugee or a person who needs additional protection in accordance with the procedure established by this Law;
 - obtaining information about their rights and duties in their native or understandable language;
 - use of other rights guaranteed to them in accordance with international treaties, laws and other normative legal acts of Ukraine.
- According to Article 24 of the Law, asylum ceases in the following cases:
persons can return to their country of origin due to the cessation of circumstances that have led to the granting of asylum;
The decision to cease asylum is made by the Cabinet of Ministers of Ukraine.

102. Durée moyenne des procédures, en jours (à partir de la date de saisine du tribunal). La durée moyenne des procédures est calculée à partir de l'introduction du recours jusqu'au prononcé du jugement, sans tenir compte de la phase d'exécution.

	% des décisions ayant fait l'objet d'un appel	Durée moyenne en 1ère instance (en jours)	Durée moyenne en 2ème instance (en jours)	Durée moyenne en 3ème instance (en jours)	Durée moyenne de la procédure complète (en jours)	% d'affaires pendantes depuis plus de 3 ans, pour toutes les instances
Affaires civiles et commerciales contentieuses	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
Divorce contentieux	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
Licenciement	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
Faillite	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
Vol avec violence	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
Homicide volontaire	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP

Commentaires

103. Le cas échéant, veuillez préciser les procédures propres au divorce (contentieux et non contentieux) :

. According to the Family Code of Ukraine, a marriage can be terminated in two ways. The dissolution can be decided by the State Registration Authority upon joint application of spouses without children. The decision shall be rendered within one month; the marriage is dissolved whatever property dispute between the spouses may exist. The marriage can be terminated through dissolution upon joint application of spouses with children who may file with the court a marriage dissolution application accompanied with written agreement in respect of the children. The court will dissolve a marriage if the application corresponds to the will of the wife and the husband, and such dissolution does not violate their personal and property rights or the rights of their children. The court makes a decision on marriage dissolution within one month. Each of the spouses has the right to legal action for marriage dissolution.

The legal action for marriage dissolution may not be taken during the wife's pregnancy and within one year after the child has been born, except cases when one of the spouses has committed unlawful conduct containing elements of crime in respect of the other spouse or the child. The husband, the wife has the right to take legal action for marriage dissolution during the wife's pregnancy if another person found parental affiliation of the procreated child. The husband, the wife has the right to take legal action for marriage dissolution prior the child has attained the age of 1 if another person found parental affiliation of the child or if upon judicial decision particulars on the husband as the father of the child have been withdrawn from the birth record. The custodian may take legal action for marriage dissolution if the interests of the spouse found legally incapable so require. The court ascertains actual relationships of spouses, real reasons for taking legal action for marriage dissolution, take in consideration existence of a minor child, disabled child and other circumstances relating to the life of married couple. The court pronounces the decision on marriage dissolution if it is ascertained that spouses' continued living together and preservation of marriage would not be in essential interests of one of spouses, the interests of their children.

104. Comment est calculée la durée moyenne des procédures pour les six catégories d'affaires de la question 102? Veuillez décrire la méthode de calcul.

. NA

4.2.6. Gestion des flux d'affaires – ministère public

105. Veuillez décrire le rôle et les attributions du procureur dans la procédure pénale (plusieurs choix possibles) :

- [X] diriger ou superviser l'enquête policière
- [X] mener des enquêtes
- [X] quand cela est nécessaire, saisir le juge pour qu'il ordonne des mesures d'enquêtes
- [X] porter une accusation
- [X] soumettre l'affaire au tribunal
- [] proposer une peine au juge
- [X] faire appel
- [X] superviser la procédure d'exécution
- [X] classer l'affaire sans suite, sans avoir besoin d'obtenir une décision d'un juge (observer la cohérence avec la question 36 !)
- [] clore l'affaire par une sanction ou une mesure imposée ou négociée sans décision d'un juge
- [] autres attributions significatives (veuillez préciser) :

Commentaires

106. Le procureur a-t-il également un rôle dans les affaires suivantes :

- [X] affaire civiles
- [X] affaires administratives

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

107. La gestion des affaires par le procureur : nombre total des affaires pénales en première instance

	Reçues par le procureur au cours de l'année de référence	Classées sans suite par le procureur (v. 108 ci-dessous) au cours de l'année de référence	Terminées par une sanction ou par une mesure imposée ou négociée par le procureur	Portées devant les tribunaux
Nombre total d'affaires pénales traitées en première instance par le procureur	24 995 [] NA [] NAP	8 114 [] NA [] NAP	[] NA [X] NAP	3 284 [] NA [] NAP

Commentaires The Prosecutor General's Office of Ukraine had prepared statistics of all the first instance cases and published them on official website.

107-1. Si la procédure du plaider coupable existe, combien d'affaires ont été portées par le procureur devant les tribunaux par le biais de cette procédure?

	Nombre de procédures du plaider coupable
Total	296 [] NA [] NAP
Avant que l'affaire ne soit portée devant les tribunaux	[X] NA [] NAP
Pendant la procédure judiciaire	[X] NA [] NAP

Commentaires

108. Nombre total des affaires classées sans suite par le procureur.

	Nombre d'affaires
Nombre total des affaires classées sans suite par le procureur (1 + 2 + 3 + 4)	8 114 [] NA [] NAP
1. Classées sans suite par le procureur parce que l'auteur de l'infraction n'a pas pu être identifié	[X] NA [] NAP
2. Classées sans suite par le procureur en raison d'une impossibilité de fait ou de droit	[X] NA [] NAP
3. Classées sans suite par le procureur pour raison d'opportunité	[X] NA [] NAP
4. Autre	[X] NA [] NAP

109. Est-ce que ces données incluent le contentieux routier ?

- Oui
- Non

D2. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions 91, 94, 97, 98, 99, 100, 101, 102, 107, 107-1 et 108.

Sources : Answers 107-108 provided by the General Prosecutor's office.

5.Carrière des juges et procureurs

5.1.Recrutement et promotion

5.1.1.Recrutement et promotion des juges



110. Comment les juges sont-ils recrutés ?

- principalement par concours (concours ouvert)
- principalement par une procédure de recrutement spécifique pour des professionnels du droit ayant une longue expérience professionnelle dans le domaine juridique (par exemple des avocats expérimentés)
- une combinaison des deux (concours et expérience professionnelle)
- autre (veuillez préciser) :

111. Autorité(s) responsable(s) pour le recrutement. Les juges sont-ils recrutés et nommés, initialement, en début de carrière, par :

- une instance composée seulement de juges
- une instance composée seulement de non juges
- une instance composée de juges et de non juges

Commentaires - Veuillez indiquer le nom de l'instance responsable de la procédure globale de recrutement et de nomination des juges. S'il existe plusieurs instances impliquées, veuillez décrire leurs rôles respectifs :

112. La même instance (Q.111) est-elle compétente pour la promotion des juges ?

- Oui
- Non

113. En quoi consiste la procédure de promotion des juges: (plusieurs réponses possibles)

Concours / Examen

Autre(s) modalité(s) (entretien professionnel ou autre)

Absence de procédure spécifique

Commentaires - Veuillez préciser comment se déroule la promotion des juges (en particulier s'il ne s'agit pas d'un concours ou d'un examen):

113-1. Veuillez indiquer les critères retenus pour la promotion d'un juge? (plusieurs réponses possibles)

Les années d'expérience

Les compétences professionnelles (ou/et la performance qualitative)

La performance (quantitative)

Les résultats d'évaluations

Les critères subjectifs (par exemple, l'intégrité, la réputation)

Autre(s)

Aucun critère

Commentaires - Veuillez fournir tout commentaire utile concernant le/les critère(s) (en particulier si vous avez coché les cases « performance » ou « autre(s)»):

5.1.2. Statuts, recrutement et promotion des procureurs

115. Le ministère public est-il :

statutairement indépendant

sous l'autorité du ministre de la Justice ou une autre autorité centrale

autre (veuillez préciser) :

Commentaires - Le cas échéant, veuillez préciser les garanties objectives de cette indépendance (mutation, nomination...).

115-1. La loi, ou une autre réglementation, empêche-t-elle les instructions spécifiques de poursuivre ou de ne pas poursuivre qui seraient adressées à un procureur ?

Oui

Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser : The independence of prosecutor is guaranteed by the Law of Ukraine On Prosecutor's Office.

116. Comment sont recrutés les procureurs ?

principalement par concours (concours ouvert)

principalement par une procédure de recrutement spécifique pour des professionnels du droit ayant une longue expérience dans le domaine juridique (par exemple des avocats expérimentés)

une combinaison des deux (concours et expérience professionnelle)

autre (veuillez préciser) :

Commentaires According to the Law of Ukraine On Public Prosecution Office, a citizen may become a prosecutor of the local prosecutor's office by passing the competitive exam and having the experience in the field of law not less than two years.

117. Autorité(s) responsable(s) pour le recrutement. Les procureurs sont-ils recrutés et nommés,

initialement, en début de carrière, par :

- [X] une instance composée seulement de procureurs
- [] une instance composée seulement de non procureurs
- [] une instance composée de procureurs et de non procureurs

Commentaires - Veuillez indiquer le nom de l'instance responsable de la procédure globale de recrutement et de nomination des procureurs. S'il y a plusieurs autorités impliquées, veuillez décrire leurs rôles respectifs : The Qualification Disciplinary Commission of Public Prosecutors select candidates to the position of prosecutor through the competitive procedure. After the candidates successfully passed all the stages, the Qualification Disciplinary Commission of Public Prosecutors make a submission to the Prosecutor General of Ukraine on appointment of a candidate to the position of public prosecutor.

118. La même instance (Q 117) est-elle compétente pour la promotion des procureurs ?

- () Oui
- (X) Non, quelle instance est compétente pour la promotion des procureurs ?

Commentaires Prosecutor General promotes public prosecutors on the recommendation of the Council of Prosecutors.

119. En quoi consiste la procédure de promotion des procureurs: (plusieurs réponses possibles)

- [X] Concours / Examen
- [X] Autre(s) modalité(s) (entretien professionnel ou autre)
- [] Absence de procédure spécifique

Commentaires - Veuillez préciser comment se déroule la promotion des procureurs (en particulier s'il ne s'agit pas d'un concours ou d'un examen) : The prosecutor may be transferred, with his or her consent, to another prosecutor's office, including the one of higher level, to a vacant or temporary position. Transfer to the prosecutor's office of a higher level is based on the results of the competition, the procedure of which is determined by the Qualification and Disciplinary Commission of Prosecutors. The competition should include an evaluation of the professional level, experience, moral and business qualities of the prosecutor and verification of his/her readiness to exercise powers in another prosecutor's office, including the one of a higher level.

Appointment of a prosecutor for an administrative position is carried out by Prosecutor General on the recommendation of the Council of Prosecutors, due to the years of experience, professional skills and subjective criteria.

119-2. Veuillez indiquer les critères retenus pour la promotion d'un procureur?

- [X] Les années d'expérience
- [X] Les compétences professionnelles (ou/et la performance qualitative)
- [] La performance (quantitative)
- [] Les résultats d'évaluations
- [X] Les critères subjectifs (par exemple, l'intégrité, la réputation)
- [] Autre(s)
- [] Aucun critère

Commentaires - Veuillez préciser tout commentaire utile concernant le/les critère(s) (en particulier si vous avez coché les cases « performance » ou « autre(s)»):

5.1.3.Mandat et retraite des juges et procureurs

121. Le mandat des juges est-il à durée indéterminée (à savoir "à vie" = jusqu'à l'âge officiel de la retraite) ?

Oui, veuillez indiquer l'âge de la mise en retraite obligatoire :65

Non

Commentaires - Si oui, existe-t-il des exceptions (ex: la révocation comme sanction disciplinaire) ? Veuillez préciser :

121-1. Un juge peut-il être transféré dans une autre juridiction sans son consentement :

Pour des raisons disciplinaires

Pour des raisons organisationnelles

Pour d'autres raisons (veuillez préciser les modalités et garanties) :

Non

Commentaires

122. Une période probatoire est-elle instaurée pour les juges (par exemple avant d'être nommé à vie) ? Si oui, quelle en est la durée ?

Oui, durée de la période probatoire (en années) :

Non

Commentaires

123. Le mandat des procureurs est-il à durée indéterminée (à savoir « à vie » = jusqu'à l'âge officiel de la retraite) ?

Oui, veuillez indiquer l'âge de la mise en retraite obligatoire :65

Non

Commentaires - Si oui, existe-t-il des exceptions (la révocation comme sanction disciplinaire) ? Veuillez préciser :

124. Une période probatoire est-elle instaurée pour les procureurs ? Si oui, quelle en est la durée ?

Oui, durée de la période probatoire (en années) :

Non

Commentaires

125. Si le mandat n'est pas à durée indéterminée pour les juges (v. question 121), quelle est la durée du mandat (en années)? Est-il renouvelable ?

[]

NA

NAP

Commentaires

125-1. Est-il renouvelable ?

Oui

Non

NAP

Commentaires

126. Si le mandat n'est pas à durée indéterminée pour les procureurs (v. question 123), quelle est la durée du mandat (en années)?

[]

[] NA

[X] NAP

Commentaires

126-1. Est-il renouvelable ?

() Oui

() Non

[X] NAP

Commentaires

E1. Veuillez indiquer les sources utilisées pour répondre aux questions de ce chapitre :

Sources : Law of Ukraine On the Judiciary and the Status of Judges.

5.2. Formation

5.2.1. Formation des juges

127. Types de formations proposées des juges :

	Obligatoire	Facultative	Pas de formation proposée
Formation initiale (par exemple fréquentation d'une école de la magistrature, stage dans un tribunal)	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Formation continue générale	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Formation continue pour des fonctions spécialisées (ex. juge pour les affaires économiques ou administratives)	() Oui (X) Non	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non
Formation continue pour des fonctions spécifiques de gestion (ex. présidence d'un tribunal)	() Oui (X) Non	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non
Formation continue pour l'utilisation des outils informatiques au sein des tribunaux	() Oui (X) Non	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non
Formation continue à l'éthique	() Oui (X) Non	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non

Commentaires

128. Fréquence de la formation continue des juges :

	Fréquence de la formation
Formation continue générale	<input checked="" type="checkbox"/> Régulièrement (par exemple tous les ans) <input type="checkbox"/> Occasionnellement (en fonction des besoins) <input type="checkbox"/> Pas de formation proposée
Formation continue pour des fonctions spécialisées (ex. juge pour les affaires économiques ou administratives)	<input type="checkbox"/> Régulièrement (par exemple tous les ans) <input checked="" type="checkbox"/> Occasionnellement (en fonction des besoins) <input type="checkbox"/> Pas de formation proposée
Formation continue pour des fonctions spécifiques de gestion (ex. présidence d'un tribunal)	<input type="checkbox"/> Régulièrement (par exemple tous les ans) <input checked="" type="checkbox"/> Occasionnellement (en fonction des besoins) <input type="checkbox"/> Pas de formation proposée
Formation continue pour l'utilisation des outils informatiques au sein des tribunaux	<input type="checkbox"/> Régulièrement (par exemple tous les ans) <input checked="" type="checkbox"/> Occasionnellement (en fonction des besoins) <input type="checkbox"/> Pas de formation proposée
Formation continue à l'éthique	<input type="checkbox"/> Régulièrement (par exemple tous les ans) <input checked="" type="checkbox"/> Occasionnellement (en fonction des besoins) <input type="checkbox"/> Pas de formation proposée

Commentaires - Veuillez fournir toute information concernant la périodicité de la formation continue des juges :

5.2.2. Formation des procureurs

129. Types de formations proposées aux procureurs :

	Obligatoire	Facultative	Pas de formation proposée
Formation initiale	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Formation continue générale	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Formation continue pour des fonctions spécialisées (ex. procureur spécialisé en criminalité organisée)	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Formation continue pour des fonctions spécifiques de gestion (ex. Procureur Général, administrateur)	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non

Formation continue pour l'utilisation des outils informatiques au sein des tribunaux	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Formation continue à l'éthique	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non	(X) Oui () Non

Commentaires Due to the development of technologies and necessity to go in line with it the training for the use of computer facilities was implemented.

130. Fréquence de la formation continue des procureurs :

	Fréquence de la formation continue
Formation continue générale	[X] Régulièrement (par exemple tous les ans) [] Occasionnellement (en fonction des besoins) [] Pas de formation proposée
Formation continue pour des fonctions spécialisées (ex. procureur spécialisé en criminalité organisée)	[X] Régulièrement (par exemple tous les ans) [] Occasionnellement (en fonction des besoins) [] Pas de formation proposée
Formation continue pour des fonctions spécifiques de gestion (ex. Procureur Général, administrateur)	[X] Régulièrement (par exemple tous les ans) [] Occasionnellement (en fonction des besoins) [] Pas de formation proposée
Formation continue pour l'utilisation des outils informatiques au sein des tribunaux	[] Régulièrement (par exemple tous les ans) [X] Occasionnellement (en fonction des besoins) [] Pas de formation proposée
Formation continue à l'éthique	[X] Régulièrement (par exemple tous les ans) [] Occasionnellement (en fonction des besoins) [] Pas de formation proposée

Commentaires - Veuillez fournir toute information concernant la périodicité de la formation continue des procureurs : Regularly means once in a three years.

131. Disposez-vous d'(une) institution(s) publique(s) chargée(s) de la formation des juges et des procureurs?

	Formation initiale seulement	Formation continue seulement	Formation initiale et continue
Une institution pour les juges	[]	[]	[X]
Une institution pour les procureurs	[]	[]	[X]

Une institution commune pour juges et procureurs	[]	[]	[]
--	-----	-----	-----

Commentaires

131-0. Si oui, quel est le budget de cette (ces) institution(s)?

	Budget de l'institution pour l'année de référence, en €
Une institution pour les juges	3 792 910 [] NA [] NAP
Une institution pour les procureurs	3 983 367 [] NA [] NAP
Une institution commune pour les juges et procureurs	[] NA [X] NAP

Commentaires

131-1. S'il n'y a pas de formation initiale obligatoire des juges et/ou des procureurs dans de telles institutions, pouvez-vous brièvement préciser comment ces juges et/ou procureurs sont formés ?

. NAP

131-2. Nombre de formation continue (en jours) organisées par l'institution de formation judiciaire à l'intention des juges, des procureurs, du personnel non-juge et du personnel non-procureur

	Nombre de formation continue organisée, en jours (sans e-learning)	Formations en ligne disponibles tout au long de l'année de référence (e-learning)
Total	1 178 [] NA [] NAP	54 [] NA [] NAP
1. Seulement pour les juges	269 [] NA [] NAP	24 [] NA [] NAP
2. Seulement pour les procureurs	409 [] NA [] NAP	26 [] NA [] NAP
3. Seulement pour le personnel non-juge	480 [] NA [] NAP	4 [] NA [] NAP
4. Seulement pour le personnel non-procureur	18 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
5. Autres formations communes	2 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP

E2. Veuillez indiquer les sources utilisées pour répondre aux questions de ce chapitre :

Sources : Answers provided by the National School of Judges of Ukraine and National Academy of the Public Prosecutor's Office of Ukraine

5.3.Exercice de la profession

5.3.1.Salaires et avantages des juges et procureurs



132. Salaires des juges et des procureurs au 31 décembre de l'année de référence:

	Salaire annuel brut, en €	Salaire annuel net, en €	Salaire annuel brut en monnaie nationale	Salaire annuel net en monnaie nationale
Juge professionnel de 1ère instance au début de sa carrière	15 997 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	12 958 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	507 456 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	411 039 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Juge de la Cour suprême ou de la dernière instance de recours (veuillez indiquer le salaire moyen d'un juge de ce niveau, non pas le salaire du président de la cour)	105 667 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	85 058 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	3 350 700 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	2 697 192 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Procureur au début de sa carrière	10 689 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	8 605 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	338 965 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	272 867 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Procureur auprès de la Cour suprême ou de la dernière instance de recours (veuillez indiquer le salaire moyen d'un procureur de ce niveau, non pas le salaire du Procureur Général).	17 390 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	14 006 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	551 723 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	444 137 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires The salaries of judges and prosecutors are raised in the framework of judicial and prosecution reform respectively.

133. Les juges et les procureurs bénéficient-ils des avantages complémentaires suivants ?

	Juges	Procureurs
Imposition réduite	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Retraite spécifique	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Logement de fonction	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Autre avantage financier	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non

134. Si « autre avantage financier », veuillez préciser :

--

NAP

135. Un juge peut-il cumuler son travail avec les autres fonctions suivantes ?

	Rémunéré	Non rémunéré
Enseignement	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Recherche et publication	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Arbitrage	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Consultant	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Fonction culturelle	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Fonction politique	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Médiateur	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Autre fonction	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non

Commentaires - Si des règles existent dans votre pays (par exemple, une autorisation est exigée pour exercer une fonction), veuillez les préciser. Si « autre fonction », veuillez préciser.

137. Un procureur peut-il cumuler son travail avec les autres fonctions suivantes ?

	Rémunéré	Non rémunéré
Enseignement	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Recherche et publication	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Arbitrage	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Consultant	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Fonction culturelle	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non

Fonction politique	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Médiateur	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Autre fonction	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non

Commentaires - Si des règles existent dans votre pays (par exemple, une autorisation est exigée pour exercer une fonction), veuillez les préciser. Si « autre fonction », veuillez préciser : Concerning "Other function": Public prosecutors can also combine their work with medical practice and act as instructors and arbitrator in sports.

139. Prime de productivité : les juges ont-ils droit à des primes en fonction du respect d'objectifs quantitatifs en rapport avec les affaires terminées (par exemple nombre d'affaires terminées pour une période donnée) ?

- Oui
 Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser les conditions et éventuellement les montants:

5.3.2 Institution/organe d'éthique

138. Disposez-vous dans votre pays d'une institution/ d'un organe qui émet des avis sur des questions d'éthique liées à la conduite des juges (par exemple, participation à la vie politique, utilisation des medias sociaux par les juges, etc.) ?

- Oui
 Non

Commentaires

138-1. Si oui, quelle est la composition de cet institution/organe ?

- juges uniquement
 juges et représentants d'autres professions juridiques
 autre, veuillez préciser :

Commentaires The institution responsible for issues of ethics of judges is the Council of Judges of Ukraine. There is a Committee on Ethics, Prevention of Corruption and Conflict of Interest within the Council. Its tasks inter alia include preparation of draft explanations, recommendations and advisory opinions of the Council on the application and interpretation of the rules of judicial ethics.

138-2. Les avis de cet institution/organe sont-ils accessibles au public?

- Oui
 Non
[] NAP

Commentaires - Veuillez décrire l'activité de cet institution/organe, la fréquence à laquelle sont rendus les avis, etc. At the same time the Council of Judges of Ukriane publishes the decisions, connected with ethical issues, on it's website, as well as documents such as the Commentary to the Code of Judicial Ethics.

[] NAP

138-3. Disposez-vous dans votre pays d'une institution/ d'un organe qui émet des avis sur des questions d'éthique liées à la conduite des procureurs (par exemple, participation à la vie politique, utilisation des medias sociaux par les procureurs, etc.) ?

Oui

Non

Commentaires

138-4. Si oui, quelle est la composition de cet institution/organe ?

procureurs uniquement

procureurs et représentants d'autres professions juridiques

autre, veuillez préciser :

Commentaires Qualification and Disciplinary Commission of Public Prosecutors provides ethical conclusions on the conduct of prosecutors.

138-5. Les avis de cet institution/organe sont-ils accessibles au public?

Oui

Non

[] NAP

Commentaires - Veuillez décrire l'activité de cet institution/organe, la fréquence à laquelle sont rendus les avis, etc. The decision of the Qualification and Disciplinary Commission of Public Prosecutors, adopted as a result of disciplinary proceedings, shall be made public on its website within seven days.

[] NAP

5.4.Procédures disciplinaires

5.4.1.Autorités responsables des procédures disciplinaires et des sanctions

140. Qui peut engager des procédures disciplinaires contre les juges (plusieurs options possibles) ?

Justiciables

Tribunal concerné ou supérieur hiérarchique

Cour suprême

Conseil supérieur de la magistrature

Tribunal ou autorité disciplinaire

Médiateur (Ombudsman)

Parlement

Pouvoir exécutif (veuillez préciser) :each

Autre (veuillez préciser) :non-governmental organizations, public prosecutors

Ceci n'est pas possible

Commentaires According to Ukrainian legislation, any person has the right to file a complaint regarding disciplinary misconduct of a judge (a disciplinary complaint). Citizens exercise this right in person or through a lawyer, legal persons through a lawyer, state authorities and local self-government bodies - through their leaders or representatives (art. 107 of the Law of Ukraine on Judiciary and the Status of Judges).

141. Qui peut engager des procédures disciplinaires contre les procureurs (plusieurs options possibles) :

- Citoyens
- Chef de l'unité organisationnelle ou supérieur hiérarchique
- Procureur Général/Procureur d'Etat
- Conseil supérieur des procureurs (Conseil supérieur de la magistrature)
- Tribunal ou autorité disciplinaire
- Médiateur (Ombudsman)
- Organisme professionnel
- Pouvoir exécutif (veuillez préciser) :each
- Autre (veuillez préciser) :non-governmental organizations
- Ceci n'est pas possible

Commentaires On April 15, 2017 the article 45 of the Law of Ukraine “On Prosecutor’s Office” came into force. Since that time every category is authorized to initiate disciplinary proceedings against public prosecutors.

142. Quelle autorité détient le pouvoir disciplinaire à l'encontre des juges ? (plusieurs options possibles)

- Tribunal
- Cour suprême
- Conseil supérieur de la magistrature
- Tribunal ou autorité disciplinaire
- Médiateur (Ombudsman)
- Parlement
- Pouvoir exécutif (veuillez préciser) :
- Autre (veuillez préciser) :

Commentaires After the constitutional amendments in part of the justice of 2016 as part of judicial reform, the disciplinary function was transferred from the High Qualification Commission of Judges of Ukraine to the High Council of Justice.

143. Quelle autorité détient le pouvoir disciplinaire à l'encontre des procureurs ? (plusieurs options possibles)

- Cour Suprême
- Chef de l'unité organisationnelle ou supérieur hiérarchique
- Procureur Général/Procureur d'Etat
- Conseil supérieur des procureurs (Conseil supérieur de la magistrature)
- Tribunal ou autorité disciplinaire
- Médiateur (Ombudsman)
- Organisme professionnel
- Pouvoir exécutif (veuillez préciser) :

Commentaires On April 15, 2017 the article 45 of the Law of Ukraine “On Prosecutor’s Office” came into force. Since that time only Qualification and Disciplinary Commission of Prosecutors have disciplinary power over public prosecutors.

5.4.2. Nombre de procédures disciplinaires et de sanctions

144. Nombre de procédures disciplinaires intentées durant l'année de référence à l'encontre des juges et des procureurs. (Si la procédure disciplinaire est intentée sur la base de plusieurs manquements, veuillez ne compter ces procédures qu'une seule fois, pour le manquement principal.)

	Juges	Procureurs
Nombre total (1+2+3+4)	453 [] NA [] NAP	353 [] NA [] NAP
1. Faute déontologique	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
2. Insuffisance professionnelle	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
3. Délit pénal	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
4. Autre	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP

Commentaires - Si « autre », veuillez préciser : Before Constitution amendments in part of justice, which came into force on 30 September 2016, the disciplinary function was exercised by the High Qualification Commission of Judges of Ukraine. Such cases were considered by one Disciplinary Chamber. The second – Qualification Chamber – was responsible for appointment career procedure of judges. After the Constitutional amendments the disciplinary function was transferred to the High Council of Judiciary, which now is considering the disciplinary cases in three Disciplinary Chambers (and may consider much more cases).

145. Nombre de sanctions prononcées durant l'année de référence à l'encontre des juges et des procureurs :

	Juges	Procureurs
Nombre total (total 1 à 10)	176 [] NA [] NAP	148 [] NA [] NAP
1. Réprimande	48 [] NA [] NAP	65 [] NA [] NAP
2. Suspension	0 [] NA [] NAP	[] NA [X] NAP
3. Retrait d'une affaire	11 [] NA [] NAP	[] NA [X] NAP

4. Amende	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
5. Diminution de salaire temporaire	0 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
6. Rétrogradation de poste	0 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
7. Mutation géographique dans un autre tribunal	0 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
8. Démission	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
9. Autre	81 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	48 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
10. Révocation	36 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	35 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires - Si « autre », veuillez préciser. S'il existe une disparité importante entre le nombre de procédures disciplinaires intentées et le nombre de sanctions prononcées, veuillez en préciser les raisons. Sanctions 2 and 5 against judges are parts of sanction 3.

"Other" in case of judges - warning.

"Other" in case of prosecutors - prohibition of up to one year for transfer to a higher level prosecutor's office or appointment to a higher position.

E3. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions 144 et 145 :

Sources : Information on questions 144 and 145 concerning number of disciplinary proceedings and sanctions against judges contains on official website of the High Council of Justice.

Information regarding prosecutors was provided by the Prosecutor General's Office of Ukraine.

6. Avocats

6.1. Profession d'avocat

6.1.1. Statuts de la profession d'avocat

146. Nombre d'avocats exerçant dans votre pays :

	Total	Hommes	Femmes
Nombre d'avocats	45 370 <input type="checkbox"/> NA	28 770 <input type="checkbox"/> NA	16 600 <input type="checkbox"/> NA

Commentaires The increase in the number of lawyers with attorney's certificate is caused by introduction of attorneys' monopoly to represent the client in court (in result of Constitutional amendments in part of justice of 2016). These circumstances forced many lawyers to get an attorney's certificate.

147. Ce nombre inclut-il la catégorie « conseiller juridique » (« solicitor/in-house counsellor ») qui ne peut pas représenter de clients en justice ?

Oui ()

Non (X)

Commentaires

148. Nombre de conseillers juridiques qui ne peuvent pas représenter de clients en justice :

[]

[X] NA

[] NAP

Commentaires

149. Les avocats ont-ils le monopole de la représentation en justice (plusieurs options sont possibles) pour les :

	Première instance	Seconde instance	Cour suprême
Affaires civiles	[X]	[X]	[X]
Affaires de licenciement	[X]	[X]	[X]
Affaires pénales - Défendeur	[X]	[X]	[X]
Affaires pénales - Victime	[X]	[X]	[X]
Affaires administratives	[X]	[X]	[X]

[] NAP

Commentaires - Veuillez apporter toutes précisions utiles concernant le contenu du monopole des avocats : According to the Constitution of Ukraine with amendments dated 02.06.2016 lawyers have a monopoly on legal representation in courts.

149-0. En cas d'absence de monopole, veuillez préciser les organismes ou personnes pouvant représenter les clients au tribunal :

	Première instance	Seconde instance	Cour suprême
Organisme de la société civile	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Membre de la famille	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Personne concernée elle-même	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Syndicat	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Autres	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non

Commentaires - Si « autres », veuillez préciser. De plus, veuillez préciser pour les catégories mentionnées quels sont les types d'affaires concernés par cette/ces représentation(s) : NAP

149-1. Outre les fonctions de représentation en justice et de conseil juridique, un avocat peut-il exercer d'autres activités ?

- Activité notariale
- Arbitrage/médiation
- Mandataire
- Syndic de copropriété
- Agent immobilier
- Autres (veuillez préciser) :

Commentaires

149-2. Quelles sont les statuts de la profession d'avocat ?

- Avocat indépendant
- Avocat salarié
- Avocat d'entreprise

Commentaires

150. La profession d'avocat est-elle organisée à travers :

- un barreau national
- un barreau régional
- un barreau local

Commentaires

151. Existe-t-il une formation initiale ou un examen spécifique pour accéder à la profession d'avocat ?

- Oui
- Non

Commentaires - Si non, veuillez indiquer s'il existe d'autres exigences spécifiques en matière de diplôme ou de niveau universitaire: A person who has expressed a desire to become a lawyer and meets the requirements has the right to apply to the qualification and disciplinary commission of the lawyer at the place of residence with an application for admission to the qualification exam.

The qualification exam is about revealing theoretical knowledge in the field of law, the history of a lawyer, the ethics of a lawyer who has expressed a desire to become a lawyer, as well as the level of his/her practical skills and ability to exercise the law.

The organization and conduct of the qualification examination is carried out by the qualification chamber of the qualification and disciplinary commission of the Bar.

A person who has not passed the qualification exam may be allowed to take such examination again not earlier than six months. A person who has not passed the qualification exam again may be admitted to the next qualification exam not earlier than in one year.

152. Existe-t-il un système de formation continue générale obligatoire pour les avocats ?

- Oui
- Non

Commentaires The internship is to test the readiness of the person who has received the certificate for passing the qualification examination to practice law alone. The internship is carried out for a period of six months under the direction of a lawyer, on the direction of the Bar Council of the region.

Persons who on the day of application with the application for admission to the qualification examination have the experience of working as an assistant of lawyer for at least one year in the last two years shall be exempted from passing the internship.

As a result of the internship, the intern prepares an internship assessment report and submits it to the region's bar council.

According to the results of the internship, the Bar Council of Ukraine decides on the:

- 1) issuing to the person a certificate of the right to practice law;
- 2) continuation of the internship for a period of one to three months.

153. La spécialisation dans certains domaines est-elle liée à certaines formations, à un certain niveau de compétence, à un certain diplôme ou à certaines autorisations ?

Oui

Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

F1. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions 146 et 148 :

Sources : Law of Ukraine On the Bar and Legal Practice

6.1.2.Exercice de la profession

154. Pour le justiciable, existe-t-il une transparence sur les honoraires prévisibles des avocats (c'est à dire une information préalable sur le montant prévisible des honoraires demandés) ?

Oui

Non

Commentaires The procedure for calculating the fee (fixed amount, hourly payment), the grounds for changing the amount of the fee, the procedure for its payment, the conditions of return, etc. are specified in the agreement on provision of legal services.

So, basing on such document the lawyer and court user may count approximate future fee.

155. Les honoraires des avocats sont-ils librement négociés ?

Oui

Non

Commentaires

156. La loi ou les règlements du Barreau contiennent-ils des règles sur les honoraires des avocats (même s'ils sont librement négociés) ?

Oui, la loi contient des règles

Oui, les règlements du Barreau contiennent des règles

Non, ni la loi ni les dispositions du Barreau ne contiennent de règles

Commentaires The fee is a form of remuneration for the lawyer for the protection, representation and other legal assistance of a client. The procedure for calculating the fee (fixed amount, hourly payment), the grounds for changing the amount of the fee, the procedure for

its payment, the conditions of return, etc. are specified in the legal aid agreement between lawyer and client. When determining the amount of the fee, the complexity of the case, the qualification and experience of the lawyer, the client's financial status and other material circumstances shall be taken into account. The fee should be reasonable and take into account the time spent by the lawyer.

6.1.3. Standards de qualité et procédures disciplinaires

157. Des normes de qualité ont-elles été formulées pour les avocats ?

Oui

Non

Commentaires - Si oui, quels sont les critères de qualité utilisés? The Attorneys' Code of Ethics aim to unify the traditions and experience of the Ukrainian bar in the interpretation of the standards of bar ethics, as well as the generally recognized deontological rules and regulations adopted in the international legal community. It consists principles of attorneys' rules of conduct which should be followed obligatory.

158. Si oui, qui a la responsabilité d'établir ces normes de qualité :

le Barreau

le législateur

autre (veuillez préciser) :

Commentaires

159. Existe-t-il une possibilité de déposer une plainte concernant :

la prestation de l'avocat

le montant des honoraires

Commentaires - Veuillez préciser : Everyone who knows the facts of a lawyer's conduct, which may have grounds for disciplinary actions has the right to initiate disciplinary proceedings by claiming to the High Qualification and Disciplinary Commission of the Bar.

160. Quelle est l'autorité compétente pour traiter des procédures disciplinaires?

Le juge

Le ministère de la Justice

Une instance professionnelle

Autre (veuillez préciser) :

Commentaires The High Qualification and Disciplinary Commission of the Bar is responsible for disciplinary procedures.

Everyone who knows the facts of a lawyer's conduct, which may have grounds for disciplinary actions has the right to initiate disciplinary proceedings by claiming to the High Qualification and Disciplinary Commission of the Bar.

161. Procédures disciplinaires initiées à l'encontre des avocats. (Si la procédure disciplinaire est intentée sur la base de plusieurs manquements, veuillez ne compter ces procédures qu'une seule fois, pour le manquement principal.)

	Nombre de procédures disciplinaires
Nombre total de procédures disciplinaires initiées (1 + 2 + 3 + 4)	3 539 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

1. Faute déontologique	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
2. Insuffisance professionnelle	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
3. Délit pénal	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
4. Autre	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires - Si « autre », veuillez préciser : Taking into account that disciplinary proceedings can be initiated against one person because of several reasons it is not easy to count total number of all reasons. The disciplinary proceedings initiated against lawyer were count only once and for the main mistake.

162. Sanctions prononcées à l'encontre des avocats.

	Nombre de sanctions
Nombre total de sanctions (1 + 2 + 3 + 4 + 5)	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
1. Réprimande	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
2. Suspension	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
3. Retrait d'une affaire	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
4. Amende	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
5. Autre	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires - Si « autre », veuillez préciser. S'il existe une disparité importante entre le nombre de procédures disciplinaires initiées et le nombre de sanctions, veuillez indiquer les raisons :

7. Médiation conduite ou renvoyée par le tribunal et autres mesures alternatives au règlement des litiges

7.1 Médiation conduite ou renvoyée par le tribunal

7.1.1. Précisions sur la médiation conduite ou renvoyée par le tribunal

163. Existe-t-il des processus de médiations conduite ou renvoyée par le tribunal dans le système judiciaire ?

() Oui

(X) Non

Commentaires

163-1. Dans certains domaines, le système juridique prévoit-il la médiation obligatoire avec un médiateur ?

[] Avant/à la place de la procédure devant le tribunal

[] Ordonnée par le tribunal, le juge, le procureur ou une autorité publique dans le cadre d'une procédure contentieuse en cours

[X] Pas de médiation obligatoire

Commentaires - Si la médiation obligatoire existe, veuillez préciser quels sont les domaines concernés :

163-2. Dans certains domaines, le système juridique prévoit-il des séances d'information obligatoires avec un médiateur?

() Oui

(X) Non

Commentaires -Si les séances d'information obligatoires existent, veuillez préciser quels sont les domaines concernés :

164. Veuillez préciser, par type d'affaires, qui fournit des services de médiation conduite ou renvoyée par le tribunal ?

	Médiateur privé	Autorité publique (autre que le juge)	Juge	Procureur
Affaires civiles et commerciales	() Oui () Non [X] NAP	() Oui () Non [X] NAP	() Oui () Non [X] NAP	() Oui () Non [X] NAP
Affaires familiales	() Oui () Non [X] NAP	() Oui () Non [X] NAP	() Oui () Non [X] NAP	() Oui () Non [X] NAP
Affaires administratives	() Oui () Non [X] NAP	() Oui () Non [X] NAP	() Oui () Non [X] NAP	() Oui () Non [X] NAP
Affaires liées au droit du travail, y compris les licenciements	() Oui () Non [X] NAP	() Oui () Non [X] NAP	() Oui () Non [X] NAP	() Oui () Non [X] NAP
Affaires pénales	() Oui () Non [X] NAP	() Oui () Non [X] NAP	() Oui () Non [X] NAP	() Oui () Non [X] NAP
Affaires liées aux consommateurs	() Oui () Non [X] NAP	() Oui () Non [X] NAP	() Oui () Non [X] NAP	() Oui () Non [X] NAP

Commentaires

165. Est-il possible de bénéficier de l'aide judiciaire lors des médiations conduites ou renvoyées par le tribunal ou de bénéficier gratuitement de ces services?

() Oui

() Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

166. Nombre de médiateurs accrédités ou enregistrés pour exercer la médiation conduite ou renvoyée par le tribunal:

	Total	Hommes	Femmes
Nombre de médiateurs	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP

Commentaires

167. Nombre de médiations conduites ou renvoyées par le tribunal:

	Nombre d'affaires pour lesquelles les parties s'accordent pour débiter une médiation	Nombre de médiations conduites ou renvoyées par le tribunal terminées	Nombre d'affaires conclues par un accord de règlement
Total (1 + 2 + 3 + 4 + 5 + 6)	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
1. Affaires civiles et commerciales	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
2. Affaires familiales	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
3. Affaires administratives	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
4. Affaires liées au droit du travail, y compris les licenciements	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
5. Affaires pénales	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
6. Affaires liées aux consommateurs	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP

Commentaires - Veuillez indiquer la source :

168. Est-ce que les formes suivantes de mesures alternatives de règlement des litiges existent dans votre pays ?

la médiation autre que la médiation conduite ou renvoyée par le tribunal

l'arbitrage

la conciliation (si différente de la médiation)

d'autres mesures alternatives au règlement des litiges (veuillez spécifier) :the settlement agreement, international commercial arbitration, non-mediation, settlement of the dispute with the participation of judges.

Commentaires other: the settlement agreement, international commercial arbitration, non-mediation, settlement of the dispute with the participation of judges.

G1. Veuillez indiquer la source de la réponse à la question 166 :

Source : NAP

8.Exécution des décisions de justice

8.1.Exécution des décisions en matière civile

8.1.1.Fonctionnement

169. Existe-t-il dans votre système judiciaire des agents d'exécution ?

Oui

Non

Commentaires

170. Nombre d'agents d'exécution

	Total	Hommes	Femmes
Nombre d'agents d'exécution	4 735 [] NA	[X] NA	[X] NA

Commentaires In 2016 the Institute of private bailiffs was introduced into Ukrainian judicial system under the reform of execution service as a part of judicial reform. The Law of Ukraine On Enforcement and the Law of Ukraine On Institutions and Persons who carry out the Enforcement of Court Decisions and Decisions of Other Bodies were adopted on 02 June 2016. The provisions of the Law of Ukraine On Enforcement regarding the activities of private bailiffs entered into force on 05 January 2017.

171. Les agents d'exécution sont-ils (plusieurs choix possibles) :

des juges

des huissiers de justice exerçant en profession libérale réglementée par les autorités publiques

des huissiers de justice attachés à une institution publique

autre

Commentaires - Veuillez préciser leur statut et leurs compétences (pouvoirs) :

171-1. Les agents d'exécution ont-ils le monopole dans l'exercice de leur fonction ?

Oui

Non

Commentaires - Veuillez apporter toutes précisions utiles concernant le contenu du monopole des agents d'exécution ou au contraire des indications sur la concurrence à laquelle ils peuvent être confrontés: According to Article 6 of the Law of Ukraine on Enforcement "Enforcement of decisions by other bodies and institutions", where the law provides, decisions on the recovery of money and property shall be executed by revenue and fee agencies, and decisions on the recovery of money shall be executed by banks and other financial

institutions.

The decision on the recovery of money from state bodies, state and local budgets or budgetary institutions shall be executed by the treasury bodies. In cases envisaged by law, decisions may be enforced by other authorities. Bodies and institutions referred to in parts one to three of this article are not the bodies of coercive enforcement.

171-2. L'agent d'exécution peut-il réaliser les procédures civiles d'exécution suivantes :

	Option
Saisie des biens meubles corporels	<input type="checkbox"/> Oui avec monopole <input checked="" type="checkbox"/> Oui sans monopole <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Saisie des immeubles	<input type="checkbox"/> Oui avec monopole <input checked="" type="checkbox"/> Oui sans monopole <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Saisie entre les mains d'un tiers des créances du débiteur portant sur une somme d'argent	<input type="checkbox"/> Oui avec monopole <input checked="" type="checkbox"/> Oui sans monopole <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Saisies des rémunérations	<input checked="" type="checkbox"/> Oui avec monopole <input type="checkbox"/> Oui sans monopole <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Saisies des véhicules terrestres à moteur	<input type="checkbox"/> Oui avec monopole <input type="checkbox"/> Oui sans monopole <input type="checkbox"/> Non <input checked="" type="checkbox"/> NAP
Mesures d'expulsion	<input checked="" type="checkbox"/> Oui avec monopole <input type="checkbox"/> Oui sans monopole <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Vente forcée par adjudication publique des biens saisis	<input checked="" type="checkbox"/> Oui avec monopole <input type="checkbox"/> Oui sans monopole <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Autres	<input type="checkbox"/> Oui avec monopole <input checked="" type="checkbox"/> Oui sans monopole <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires According to Article 6 of the Law of Ukraine on "Enforcement of decisions by other bodies and institutions", where the law provides, decisions on the recovery of money and property shall be executed by revenue and fee agencies, and decisions on the recovery of money shall be executed by banks and other financial institutions.

The decision on the recovery of money from state bodies, state and local budgets or budgetary institutions shall be executed by the treasury bodies. In cases envisaged by law, decisions may be enforced by other authorities. Bodies and institutions referred to in parts one to three of this article are not the bodies of coercive enforcement.

171-3. Outre l'exécution des décisions de justice, quelles sont les autres activités pouvant être exercées par les agents d'exécution ?

- Signification ou notification d'actes judiciaires ou extrajudiciaires
- Recouvrement de créances
- Ventes aux enchères mobilières et immobilières publiques ou volontaires
- Séquestres
- Constats
- Service des audiences près les juridictions
- Conseils juridiques
- Procédures de faillites
- Missions confiées par le juge
- Représentation des parties devant les juridictions
- Rédaction des actes sous-seings privés
- Administrateur d'immeubles
- Autres

Commentaires

172. Existe-t-il une formation initiale ou un examen spécifique pour accéder à la profession d'agent d'exécution?

- Oui
- Non

Commentaires

172-1. Existe-t-il un système de formation continue générale obligatoire pour les agents d'exécution ?

- Oui
- Non

Commentaires

173. La profession d'agent d'exécution est-elle organisée par (la réponse NAP signifie que la profession n'est pas organisée) :

- une instance nationale
- une instance régionale
- une instance locale
- NAP

Commentaires 1. Ministry of Justice of Ukraine:

- 1) formulates and implements state legal policy in the field of organization of enforcement of decisions;
- 2) provides training for private bailiffs and improves their skills,
- 3) issues the certificate of the private bailiff;
- 4) determines the requirements for the office of a private bailiff;
- 5) ensures the activities of the Private Bailiffs Qualification Commission and the Private Bailiffs Disciplinary Commission;
- 6) establishes the Unified Register of Private Bailiffs of Ukraine, determines the procedure for its maintenance;
- 7) establishes the form and procedure for submission by private bailiffs of information on their activities;

- 8) supervises the activities of private bailiffs and determines the procedure for exercising control over the activities of private bailiffs;
9) submits to the Cabinet of Ministers of Ukraine a proposal to determine the amount of the basic remuneration of a private bailiff;
10) brings into force the decision of the Disciplinary Commission of private bailiffs on the application of disciplinary sanction to a private bailiff;
11) suspends and terminates the right to carry out the activity of a private bailiff.

174. Pour le justiciable, existe-t-il une transparence sur le coût prévisible des frais d'exécution ?

- Oui
 Non

Commentaires The Law of Ukraine "On the Enforcement" provides that the executive fee shall be levied by the state executor at the amount of 10 percent of the sum subject to compulsory recovery, repayment, or value of the debtor's property, which is subject to transfer to the collector according to the executive document.

For enforcement of a non-property decision, the executive fee shall be charged at the amount of two minimum wages from the debtor - an individual and at the rate of four minimum wages from the debtor - a legal entity.

175. Est-ce que les frais d'exécution sont librement négociés ?

- Oui
 Non

Commentaires

176. Est-ce que la loi énonce des règles sur les frais d'exécution (même s'ils sont librement négociés) ?

- Oui
 Non

Commentaires Please see the comments to the Q174

H0. Veuillez indiquer les sources pour la réponses à la question 170 :

Source : The Ministry of Justice of Ukraine

8.1.2.Efficacité des services d'exécution

177. Existe-t-il un système de supervision et de contrôle de l'activité des agents d'exécution ?

- Oui
 Non

Commentaires

178. Quelle est l'autorité chargée de superviser et de contrôler les agents d'exécution ?

- une instance professionnelle
 le juge
 le ministère de la Justice

le procureur

autre (veuillez préciser) :

Commentaires

179. Des normes de qualité sont-elles formulées pour les agents d'exécution ?

Oui

Non

Commentaires - Si oui, quels sont les critères de qualité utilisés ? In accordance with the national law the activities of bailiffs working in public institutions should be carried out in compliance with the following principles:

- 1) the rule of law;
- 2) legality;
- 3) independence;
- 4) fairness, impartiality, and objectivity;
- 5) mandatory implementation of decisions;
- 6) discretion;
- 7) transparency and openness of enforcement proceedings and its fixation by technical means;
- 8) reasonableness of timeframe of enforcement proceedings;
- 9) proportionality of enforcement measures and to the number of claims under decisions.

Bailiffs working in public institutions must carry out their professional activities in good faith, must not disclose professional secrecy, must respect the interests of collectors, debtors, third parties, and not degrade their dignity.

180. Si oui, qui est chargé de formuler ces normes de qualité ?

un organisme professionnel

le juge

le ministère de la Justice

autre (veuillez préciser) : The Parliament

Commentaires

181. Disposez-vous d'un mécanisme spécifique pour l'exécution des décisions de justice rendues contre des autorités publiques, y compris pour assurer le suivi de cette exécution ?

Oui

Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser : The private bailiff shall enforce the decisions except for decisions under which the debtor is the state, state bodies, the National Bank of Ukraine, local self-government bodies, their officials, state and communal enterprises, etc.

182. Disposez-vous d'un système pour contrôler la manière dont la procédure d'exécution est conduite par l'agent d'exécution?

Oui

Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser : In accordance with the national law control over the activity of state bailiffs and other employees of bodies of the state executive service shall be exercised by the enforcement agencies specified in the Law, in the manner established by the Ministry of Justice of Ukraine.

In accordance with the national law control over the activity of private bailiffs shall be exercised by the Ministry of Justice of Ukraine.

**183. Quelles sont les principales plaintes des usagers concernant les procédures d'exécution ?
Veuillez n'en indiquer que 3 au maximum.**

- absence de toute exécution
- non exécution des décisions judiciaires rendues contre des autorités publiques
- manque d'information
- durée excessive
- pratiques illégales
- supervision insuffisante
- coût excessif
- autre (veuillez préciser) :

Commentaires

184. Votre pays a-t-il préparé ou adopté des mesures concrètes pour changer la situation concernant l'exécution des décisions de justice – en particulier les décisions rendues contre les autorités publiques ?

- Oui
- Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser : In 2016 the Law on Enforcement and the Law on Institutions and Persons who Carry Out the Enforcement of Court Decisions and Decisions of Other Bodies were adopted. The law defines the timeframe of the enforcement procedure.

185. Existe-t-il un système mesurant la durée des procédures d'exécution :

	Existence du système
pour les affaires civiles	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
pour les affaires administratives	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non

Commentaires According to the Law:

Seizure of property (funds) shall be imposed no later than the next working day after its discovery.

Payment requests for the compulsory debiting of funds shall be sent no later than the next working day after the arrest and no later than the next working day after the receipt of the information on the availability of funds in the accounts.

The description and seizure of the property shall be made no later than on the fifth working day after the receipt of the location information. In the case of the discovery of property by the executor during the inspection of the debtor's property at the place of residence (stay) of the individual and the location of the legal entity, the description and seizure of this property shall be carried out.

The decision on arrest is made by the executor not later than the next working day after receiving the documents confirming the existence of the grounds provided for the Law and shall be sent on the same day to the body (institution) to which the decision on the execution was sent.

186. Pour un jugement concernant un recouvrement de créances, pouvez-vous estimer le délai de notification aux parties habitant dans la ville du siège de la juridiction ? (Une seule option possible)

entre 1 et 5 jours

entre 6 et 10 jours

entre 11 et 30 jours

plus (veuillez préciser) :

NA

Commentaires

187. Nombre de procédures disciplinaires initiées à l'encontre des agents d'exécution. (Si la procédure disciplinaire est intentée sur la base de plusieurs manquements, veuillez ne compter ces procédures qu'une seule fois, pour le manquement principal.)

	Nombre de procédures disciplinaires initiées
Nombre total de procédures disciplinaires initiées (1 + 2 + 3 + 4)	859 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
1. Pour faute déontologique	0 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
2. Pour insuffisance professionnelle	832 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
3. Pour délit pénal	27 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
4. Autre	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP

Commentaires - Si « autre », veuillez préciser :

188. Nombre de sanctions prononcées à l'encontre des agents d'exécution :

	Nombre de sanctions prononcées
Nombre total de sanctions (1+2+3+4+5)	386 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
1. Réprimande	342 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
2. Suspension	1 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
3. Retrait d'une affaire	2 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
4. Amende	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP

5. Autre

41

NA

NAP

Commentaires - Si « autre », veuillez préciser. S'il existe une disparité entre le nombre de procédures disciplinaires initiées et le nombre de sanctions, veuillez en indiquer les raisons : Other - Under the legislation of Ukraine public and private enforcement agents are subject to one of the following types of disciplinary sanctions: remark; reprimand; a warning about professional inadequacy; dismissal from the public service.

14 persons were sanctioned for professional inadequacy, 26 by remark and 1 by warning.

H1. Veuillez indiquer les sources pour les réponses aux questions 186, 187 et 188 :

Source : The Ministry of Justice of Ukraine

8.2.Exécution des décisions pénales

8.2.1.Fonctionnement de l'exécution des décisions pénales

189. Qui est chargé de l'exécution des décisions pénales? (plusieurs options possibles)

Juge

Procureur

Services pénitentiaire et de probation

Autre autorité (veuillez préciser) :The State Criminal-Executive Service of Ukraine

Commentaires - Veuillez préciser ses fonctions et compétences (ex. fonctions d'initiative ou de contrôle).

190. En matière d'amendes prononcées par une juridiction pénale, existe-t-il des études permettant d'évaluer le taux de recouvrement effectif ?

Oui

Non

Commentaires

191. Si oui, quel est le taux de recouvrement ?

80-100%

50-79%

Moins de 50%

Commentaires - Veuillez indiquer la source ayant permis de répondre à cette question :

9.Notaires

9.1.Profession de notaire

9.1.1.Nombre et statuts des notaires

192. Si votre pays dispose de notaires, veuillez indiquer leur nombre et leur statut. Sinon, veuillez passer à la question 197.

	Total	Hommes	Femmes
TOTAL (1+2+3+4)	6 561 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
1. Statut privé (sans contrôle d'une autorité publique)	5 562 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
2. Professionnels nommés par l'Etat	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
3. Fonctionnaires	999 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
4. Autre	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP

Commentaires - Si « autre », veuillez préciser le statut de ces notaires :

192-1. Quelles sont les conditions d'accès à la profession de notaire (plusieurs options possibles) :

- diplôme
- expérience professionnelle/formation professionnelle
- examen
- procédure de nomination par l'Etat
- autre (veuillez préciser):

Commentaires

192-2. Le mandat des notaires est-il à durée indéterminée (à savoir "à vie" = jusqu'à l'âge officiel de la retraite) ?

- oui, veuillez indiquer l'âge de la mise en retraite obligatoire :65
- non, veuillez indiquer la durée du mandat :

Commentaires - existe-t-il des exceptions (par exemple la révocation à titre de sanction disciplinaire). Veuillez préciser :

194. Quel type de fonctions exercent les notaires (plusieurs réponses possibles):

- dans le cadre de certaines procédure civile (par exemple successions ou partage successoral, divorce par consentement mutuel)
- authentification
- certification des signatures
- contrôle de légalité des documents soumis par les parties
- médiation
- prestation de serments
- autre, par exemple collecter les taxes, tenir des registres (veuillez préciser) :impound the documents, maritime protesting, protesting of notes and bills, endorsement of execution, accepting cash and securities on deposit, transmitting statements of natural and

legal persons to other natural and legal persons, imposing a ban on the alienation of real estate (property rights to immovable property) subject to state registration, issuing duplicate notarized documents that are kept in files of a notary.

Commentaires

194-1. Les notaires ont –ils des droits exclusifs dans l'exercice de leurs fonctions :

- dans le cadre de certaines procédure civile (par exemple successions ou partage successoral, divorce par consentement mutuel)
- authentification
- certification des signatures
- contrôle de légalité des documents soumis par les parties
- médiation
- prestation de serments
- autre, par exemple collecter les taxes, tenir des registres (veuillez préciser) :Please see below

Commentaires - Veuillez apporter toutes précisions utiles concernant le contenu des droits exclusifs des notaires ou, au contraire, des indications sur la concurrence à laquelle ils peuvent être confrontés: The legislation of Ukraine prescribes other subjects of public authorities which in one combination or another are entitled to exercise the activities mentioned in the answer to the Q194 (by local self-government authorities, consular institutions, penitentiary institutions)

194-2. Dans quels domaines du droit les notaires ont-ils des compétences (plusieurs réponses possibles) ?

- Transaction immobilière
- Droit de la famille
- Droit des successions
- Droit des sociétés
- Contrôle de la régularité des jeux de hasard
- Autres

Commentaires

194-3. Les notariats utilisent-ils des systèmes numériques spécialisés dans leur activité ?

- Dans l'élaboration d'instruments authentiques
- Dans l'enregistrement d'instruments authentiques (archives)
- Pour d'autres activités (veuillez préciser) :NAP

Commentaires

195. Existe-t-il un système de supervision et de contrôle de l'activité des notaires ?

- Oui
- Non

Commentaires

196. Si oui, quelle est l'autorité chargée de superviser et de contrôler les notaires (plusieurs options possibles)?

- une instance professionnelle

- le tribunal
 le ministère de la Justice
 le procureur
 autre (veuillez préciser) :

Commentaires

196-1. Existe-t-il un système de formation continue générale pour les notaires ?

- Oui
 Non

Commentaires

I1. Veuillez indiquer les sources de votre réponse à la question 192:

Sources : the Ministry of Justice of Ukraine

10. Interprètes judiciaires

10.1. Précisions sur la profession d'interprète judiciaire

10.1.1. Statuts des interprètes judiciaires

197. Le titre d'interprète judiciaire est-il protégé ?

- Oui
 Non

Commentaires

198. La fonction d'interprète judiciaire est-elle réglementée par des normes juridiques?

- Oui
 Non

Commentaires

199. Nombre d'interprètes judiciaires accrédités ou enregistrés :

- []
 NA
 NAP

Commentaires According to Ukrainian national procedural legislation (civil, commercial, criminal and administrative), there are no accredited or registered court interpreters in Ukraine. According to the national procedural legislation (civil, commercial, criminal and administrative) an interpreter is a party to the court proceedings. This shall be a person with a good command of an official language of the court proceedings and other (foreign) language or a person able to communicate with deaf, dumb or deaf-and-dumb people. An interpreter shall be involved in the court proceedings following the party's application (for civil cases) or on court's initiative in order to ensure the right to defense.

200. Existe-t-il des critères relatifs à la qualité de l'interprétation dans les tribunaux ?

- Oui
- Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser (par exemple avoir passé avec succès un examen particulier) :

201. Les tribunaux sont-ils responsables de la sélection des interprètes judiciaires ?

- Oui, pour les recruter et/ou les nommer pour un mandat d'une certaine durée
- Oui, pour les recruter sur une base ad hoc en fonction des besoins d'une procédure spécifique
- Non, veuillez préciser quelle autorité est responsable de la sélection

Commentaires

J1. Veuillez indiquer les sources de votre réponse à la question 199

Sources : Ukrainian national procedural legislation (civil, commercial, criminal and administrative)

11.Experts judiciaires

11.1.Profession d'expert judiciaire

11.1.1.Statuts des experts judiciaires



202. Dans votre système, quels types d'experts judiciaires peuvent être impliqués dans des procédures judiciaires (plusieurs options possibles):

- experts à qui les parties demandent d'apporter leur expertise pour soutenir leur argumentation,
- experts nommés par le tribunal pour mettre à la disposition de celui-ci leurs connaissances scientifiques et techniques sur des questions de fait,
- «Experts juristes » qui peuvent être consultés par le juge pour des questions de droit spécifiques ou qui ont pour tâche de soutenir le juge dans la préparation du travail judiciaire (mais qui ne participent pas au jugement).
- Autre (veuillez préciser) :

Commentaires Parties concerned shall select an expert among the list of experts registered in the State Register of Certified Judicial Experts except where expertise should be conducted by State specialized institutions, according to the national law. However, under some circumstances of the case, the court also may select the judicial expert or the state specialized institution by itself.

202-1. Existe-t-il des listes ou des bases de données d'experts judiciaires agréés ?

- Oui
- Non

Commentaires - Veuillez fournir tout commentaire utile concernant ces listes ou bases de données d'experts si elles existent (par exemple : l'expert prête-t-il serment ? comment est évaluée sa compétence ? par qui ?) :

202-2. Qui est responsable de l'enregistrement des experts judiciaires?

Le Ministère de la Justice

Les tribunaux

Un organisme indépendant (association d'experts judiciaires)

Autre

Commentaires

202-3. L'enregistrement des experts judiciaires est-il limité dans le temps ?

Oui, pour combien de temps 3 or 5 years

Non

Commentaires The validity period of the Certificate for employees of research institutions of forensic examinations of the Ministry of Justice of Ukraine shall be five years; for specialists who are not employees of state specialized institutions shall be three years. The validity period of the Certificate shall be extended after confirmation of the qualification by an expert. If the validity period of the Certificate is not extended, the Certificate shall be deemed invalid.

203. Le titre d'expert judiciaire est-il protégé ?

Oui

Non

Commentaires - Le cas échéant, veuillez indiquer en quoi consiste cette protection :

203-1. L'expert judiciaire a-t-il une obligation de formation ?

	Obligation de formation
Formation initiale	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Formation continue	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non

Commentaires

203-2. Si oui, cette formation concerne-t-elle :

la procédure judiciaire

le métier de l'expert

autre

Commentaires

204. La fonction d'expert judiciaire est-elle réglementée par des normes juridiques?

Oui

Non

Commentaires

204-1. A l'occasion d'une mission qui lui est confiée, l'expert judiciaire est-il dans l'obligation de signaler ses éventuels conflits d'intérêt ?

Oui

() Non

Commentaires

205. Nombre d'experts judiciaires accrédités ou enregistrés :

	Total	Hommes	Femmes
Nombre d'experts	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires The information about the number of judicial experts in the registrar is not stable and shows the number only on the day of using the registrar.

The number of judicial experts for 30.09.2019 is 11891.

205-1. Qui fixe la rémunération de l'expert ?

- The Cabinet of Ministers of Ukraine

206. Existe-t-il des dispositions impératives relatives à l'exercice de la fonction d'expert judiciaire dans le cadre des procédures judiciaires ?

Oui

() Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser, notamment les délais impartis pour présenter un rapport technique au juge :

206-1. Nombre d'affaires pour lesquelles une expertise a été ordonnée par un juge ou requise par les parties

	Nombre d'affaires
Total (1+2+3+4)	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
1. Affaires civiles et commerciales litigieuses	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
2. Affaires administratives	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
3. Affaires pénales	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
4. Autre affaires	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires

207. Les tribunaux sont-ils responsables de la sélection des experts judiciaires ?

- Oui, pour les recruter et/ou les nommer pour un mandat d'une certaine durée
- Oui, pour les recruter et/ou les nommer sur une base ad hoc en fonction des besoins d'une procédure spécifique
- Non, veuillez préciser qui est responsable de cette sélection

Commentaires

207-1. Le juge contrôle-t-il le déroulement des opérations d'expertises ?

- Oui
- Non

Commentaires

K1. Veuillez indiquer les sources de votre réponse à la question 205

Sources : the Ministry of Justice of Ukraine

12. Les réformes dans le système judiciaire

12.1. Réformes envisagées

12.1.1. Réformes

208. Pouvez-vous fournir des informations relatives au débat actuel dans votre pays en ce qui concerne le fonctionnement de la justice ? Des réformes sont-elles envisagées ? Veuillez préciser si ces réformes sont en préparation ou si elles ont simplement été envisagées jusqu'alors. Des projets innovants ont-ils été mis en œuvre ? Si possible, respectez les catégories suivantes:

1. Programmes de réforme généraux In August 2019 the new Parliament started its work. More than 86 Laws were adopted by the Verkhovna Rada of Ukraine since that time. A lot of draft laws were introduced. Changes involved the judicial and procurator's office reforms. At the same time changes to the activity of lawyers are foreseen. The cancelation of advocate's monopoly is under discussion.

Moreover, on December 20, 2019 the final version of Concept of improvement of the judiciary, status of judges and related legal institutions reviewed by the Legal Reform Commission.

It was decided that instead of the disciplinary chambers that are currently considering complaints against judges, a separate disciplinary body would be created.

In particular, the Concept provides for the establishment in the justice system of a single body to hear disciplinary proceedings against judges and prosecutors and a single qualifying body responsible for the selection and career of judges and prosecutors.

2. Budget -

3. Tribunaux et ministère public (par exemple pouvoir et organisation, modifications structurelles -par exemple la réduction du nombre des tribunaux-, gestion et méthodes de travail, technologies de l'information, arriéré judiciaire et efficacité, frais de justice, rénovation et construction de nouveaux bâtiments) Public prosecutors:

On October 17, 2019 the Law of Ukraine On Amendments to Certain Legislative Acts of Ukraine on Priority Measures for the Reform of the Public Prosecutor's Office came into force adopted by the Verkhovna Rada of Ukraine.

The Law provides suspension until September 1, 2021 of the powers of the Qualification and Disciplinary Commission of Public Prosecutors and provisionally, for the same term, that the Procedure for selection of a vacant prosecutor shall be approved by the Prosecutor General. The Office of the Prosecutor General and the Regional Prosecutor's Offices shall also set up appropriate Staff Commissions as bodies to ensure that prosecutors are recruited, to handle disciplinary complaints about prosecutorial misconduct, and to conduct disciplinary proceedings against prosecutors.

The Prosecutor General now have the authority to approve a strategy for the development of the prosecutor's office, a system for evaluation the quality of work of prosecutors; the procedure for measuring and regulating the burden on prosecutors.

Evaluation of prosecutors shall be conducted by staffing committees that assess prosecutors' professional competence, professional ethics and integrity.

To become a prosecutor a person shall pass the evaluation. The same procedure is provided for acting prosecutors to confirm the position held. Evaluation of prosecutors shall include: 1) passing the exam in the form of anonymous written test to identify the level of knowledge and ability to apply the law, the suitability to exercise the powers of the prosecutor; 2) conducting an interview in order to assess the prosecutor's compliance with the requirements of professional competence, professional ethics and integrity. Prosecutors shall write a written practical assignment to identify the level of practical knowledge and skills. In case of unsuccessful passing of the attestation, the prosecutor will be dismissed.

The National Academy of the Prosecutor's Office of Ukraine is planned to be transformed into the Training Center for Prosecutors of Ukraine.

According to the Law the maximum number of employees of the prosecution bodies shall be largely reduced.

3.1. Accès à la justice et aide judiciaire Amendments to the Constitution of Ukraine of June, 2, 2016 (concerning justice) and the new version of the Law of Ukraine «On the Judiciary and Status of Judges» provided a number of positive changes, in particular:

- strengthening the independence of the judiciary;
- elimination of political influence on qualification and disciplinary procedures concerning judges;
- strengthening the role of judicial governance and self-government – the High Council of Justice, the High Qualification Commission of Judges of Ukraine, the Council of Judges of Ukraine;
- increasing the capability for lawyers outside the judicial system to participate in competitive procedures to the Supreme Court, the high specialized and appellate courts;
- establishment at the legislative level of financial guarantees for judges.

A constitutional requirement was to evaluate judges according to the criteria of competence, integrity and professional ethics. In connection with this, as of 24.10.2019, the qualification evaluation for compliance with the position held has been completed with respect to 3,135 judges and continues with respect to 2,045 judges.

At the same time, during this period, more than two thousand judges were dismissed, what significantly affected the staffing of courts and the ability to ensure impartial and fair proceedings within a reasonable time.

At the same time, the High Qualification Commission of Judges of Ukraine (HQCJU) has taken the efforts possible to resolve the staffing problem in the country. For instance, from 2016 there has been held 2 competitions to the Supreme Court (120 and 78 positions accordingly), High Anti-Corruption Court and its Appellate Chamber (39 positions), selection for 600 vacant positions of judges and then the competition to local general courts for 505 positions. The HQCJU still has to complete the competition to the High Court for Intellectual Property and its Appellate Chamber (30 positions), competitions for 54 positions of local administrative courts and 22 positions of local commercial courts, competitions for 7 judicial positions in Donetsk and Luhansk regions, competition for 346 judicial positions of appellate courts, competition for 35 vacant judicial positions in local courts, which already have been

initiated.

After entering into force the Law No.193-IX, the powers of all the Members of the HQCJU were terminated. But the Law provides that the HQCJU completes the procedure for selecting candidates for the position of judge of a local court within two months from the date of formation of its new composition, announced by the decision of the Commission. Other career procedures initiated by the HQCJU before the Law No.193-IX enters into force shall be continued by the new composition of the HQCJU. According to the Law No.193-IX the new composition of the HQCJU shall be appointed by the High Council of Justice in early February 2020.

4. Conseil supérieur de la magistrature Judicial bodies:

On November 7, 2019 the Law No.193-IX «On Amendments to the Law of Ukraine «On the Judiciary and the Status of Judges» and some Laws of Ukraine on the Activity of Judicial Governance Authorities» came into force. This Law introduces major changes to the Law of Ukraine on the Judiciary and the Status of Judges.

According to this Law, the powers of the acting at that moment members of the High Qualifications Commission of Judges of Ukraine (HQCJU) were terminated, the number of Supreme Court judges shall be reduced from 200 to 100, the number of members of the HQCJU shall be reduced from 16 to 12, the new composition of the HQCJU shall be formed by the High Council of Justice (HCJ) within 90 days based on open competition, and the rearranging of the Supreme Court shall be completed within 60 days from the date of formation of the new HQCJU. In addition, the Law provides wider powers to the HCJ, which now shall to approve the procedure for passing the admission exam, the qualification exam within the selection of judges, the procedure and methodology for qualification evaluation, the procedure for the formation and maintenance of the judicial dossier (before had been adopted by the HQCJU without the need of such an approval). The Law No. 193-IX introduces two new commissions – the Selection Commission for the appointment of the members of the HQCJ and the Integrity and the Ethics Commission. The central task of the Selection Board for the appointment of the members of the HQCJ is to recompose the HQCJ. The main task of the Integrity and Ethics Commission is to supervise the behavior of the members of both HCJ and the HQCJ, their members' compliance with "integrity principles and ethical standards of a judge as an integral component of the professional ethics." Both the Selection Commission for the appointment of the members of the HQCJ and the Integrity and Ethics Commission are conceived to have a mixed international (three members)/national (three members) composition.

These three persons from among international experts shall be nominated by international organizations and foreign institutions, with which Ukraine cooperates in the area of prevention and combating corrupt activities in accordance with international treaties of Ukraine, from the list of nominees for the membership to the Public Council of International Experts (PCIE) established in accordance with the Law of Ukraine On the High Anticorruption Court.

Some provisions of the Law No.193-IX (when it was a draft), including shortening of the number of judges of the newly created Supreme Court from 200 to 100 judges and shortening some procedural terms within judicial disciplinary procedures, became subject to wide discussion among Ukrainian law community. In this connection, on October 4, 2019, the Monitoring Committee of the Parliamentary Assembly of the Council of Europe requested an opinion of the Venice Commission on the draft amendments to the legal framework in Ukraine governing the Supreme Court and judicial self-governing bodies (now the Law No.193-IX). On 6 December 2019 the respective Opinion of the Venice Commission was adopted.

5. Professionnels de la justice (juges, procureurs, avocats, notaires, agents d'exécution, etc.) : organisation, formation, etc. -

6. Réformes en matière civile, pénale et administrative, de conventions internationales et d'actes de coopération -

7. Exécution des décisions de justice The reform of the enforcement service which is an integral part of the judicial reform has been already implemented. On 02 June 2016 the Law of Ukraine 'On Enforcement' and the Law of Ukraine 'On Institutions and Persons Who Carry Out the Enforcement of Court Decisions and Decisions of Other Bodies' were adopted. The reform provides for the elimination of the State Bailiffs Service, the establishment of the Department of the State Bailiffs Service under the auspices of the Ministry of Justice of Ukraine, the establishment of the Institute of private bailiffs, the establishment of the Exclusive Register of Debtors, the establishment of the automated system of enforcement proceedings. Also the system of assessing and realizing the arrested property has been reformed. Besides, the remuneration of bailiffs has been changed. Given the experience of the European countries, we hope that the reform of the enforcement service, namely the establishment of the institute of private bailiffs will result in competition in this area of service and setting effective mechanism of motivation for public and private bailiffs, increasing revenues to the budget and ensuring the real execution of court decisions within a reasonable time.

8. Médiation et autres mesures alternatives au règlement des litiges Concerning the implementation of the mediation procedure and other alternative ways of resolving disputes in Ukraine, it should be noted that, in cooperation with international technical assistance projects, Ukraine has taken certain measures to introduce mediation in Ukraine. In particular, follow-up activities included roundtables to discuss ways to legislate on the mediation procedure, study visits to explore international experience in these matters, and more. Moreover, in some regions, pilot programs have introduced reconciliation programs, including reconciliation of victims and offenders through understanding and compensation for losses, as well as training for mediators, outreach activities and more. Attempts were also made to adopt a profile mediation law, but the draft law was rejected by Parliament in the second reading. Of the outstretched mediators' training programs, not only in the private sector but also in higher education institutions, in particular for lawyers. At present, the prerequisites for mediation in court proceedings in Ukraine are partly set out in national law. However, this is still not regulated by a special law and changes in procedural law. The new version of the draft law on mediation is now being developed by a working group under the Ministry of Justice of Ukraine. At the same time, on August 7, 2019, Ukraine signed the United Nations Convention on Mediation in Singapore and became one of the 46 countries that have signed this important international treaty, demonstrating the strong will of the state to take further steps to develop this field in Ukraine.

9. Lutte contre la criminalité On September 5, the High Anti-Corruption Court (HACC) began its work in Ukraine.

The High Anti-Corruption Court hears the following cases:

- Theft of state property using official position;
- Abuse of influence, power or office;
- The use of budget funds for personal reasons;
- Bribing an auditor, notary or appraiser;
- Provision of budgetary funds or credits from the state budget without stipulations in it;
- Offers or bribery to an official or the head of state-owned enterprises;
- Theft, damage, misappropriation of documents, stamps, seals;
- Violation of established norms of circulation of drugs, psychotropic substances and their analogues.

9.1 *Système pénitentiaire* The Government of Ukraine in 2017 has approved Concept of the Reform (development) of the Penitentiary System of Ukraine.

The aim of the Concept is further reforming of the Penitentiary System of Ukraine for unconditional respect of human rights and humanization of criminal-executive mechanism. The Concept, in particular, provides improvement of legislation regulating activity of the State Criminal-Executive Office of Ukraine; optimization of its structural units; optimization of the network of penitentiary institutions and their enterprises, ensuring their effective functioning and profitability (efficiency) of production activities; increase of efficiency of counteraction to crime and maintenance of law and order in bodies and institutions of the State Criminal-Executive Office of Ukraine; bringing conditions of detention of persons taken into custody and sentenced in accordance with the requirements of the European Prison Rules, ensuring the creation of conditions of detention that do not violate human dignity, and preventing violations of the Convention for the Protection of Human Rights and Fundamental Freedoms.

9.2 *La justice adaptée aux enfants* On January 19, 2019 the Law of Ukraine dated December 18, 2019 No. 2657-VIII "On Amendments to Certain Legislative Acts of Ukraine on Counteracting Bullying" came into force.

In this connection, the Law of Ukraine "On Education" was supplemented by a clause which stipulates that bullying is the act of the participants of the educational process, which consists in psychological, physical, economic, sexual violence, including the use of electronic communications, committed against a minor and (or) such a person with respect to other participants in the educational process, which could have caused harm to the victim's mental or physical health.

Administrative responsibility for bullying is introduced. Thus, supplemented by Article 173-4 of the Code of Administrative Offenses stipulates that bullying (harassment) committed against a minor or against other participants in the educational process, as a result of which mental or physical health may have been harmed the victim entails a fine of fifty to one hundred non-taxable minimum incomes or community service for a term from twenty to forty hours.

If the harassment is committed by a group of persons or repeated within a year after the imposition of an administrative penalty, the fine will be from one hundred to two hundred non-taxable minimum incomes of the citizens or community service for a term from forty to sixty hours.

It is also provided that failure of the head of the educational institution to notify authorized units of police bodies about cases of bullying (harassment) of a participant of educational process entails imposing a fine from fifty to one hundred non-taxable minimum incomes of citizens or community service for a term up to one month with deduction of up to 20% of salary.

9.3 *La violence entre partenaires* On January 11, 2019, the Law on Preventing and Combating Domestic Violence came into force in Ukraine.

The law provides increased responsibility for the commission of domestic violence, the establishment of special centers and the punishment for coercion to marriage.

Parliament passed the law in December, 2017, however, the vast majority of its provisions came into force on January 11, 2019. According to the document, punishment for committing domestic violence is punished by court in the form of community service for a term from 150 to 240 hours or arrest for a term up to 6 months.

It also provides a restriction of liberty for a term up to five years or imprisonment for a term up to two years.

Phone calls, correspondence with the victim, coming up to a victim for a certain distance will be prohibited in case a violence in a family is been established.

Also criminal liability for coercion to marriage is prescribed.

Now the compulsion to marry or entering into intercourse without marriage, coercion to move to another country for one of the above purposes shall be punishable by arrest for a term up to 6 months or imprisonment for a term up to 3 years.

10. Nouvelles technologies de l'information et de la communication -

11. Autres -